



CAHIER SPECIAL DES CHARGES

Marché public de fournitures relatif à “
**Fourniture et installation de matériel
d’électrification solaire au profit des Écoles
de Nessemtega (commune de Boussouma)
et Donsin (commune de Koupéla).”**

Numéro de référence : **BFA23004-10523**

Pays : **Burkina Faso**

Procédure négociée sans publication
préalable

<i>Date limite pour demander des clarifications :</i>	Jusqu'au onzième jour avant la date limite de soumission des offres
---	--

<i>Une visite du site est organisée :</i>	Oui , pour plus d'informations, voir la clause 4 du chapitre 3 Procédure
---	---

<i>Date limite de soumission des offres :</i>	07 août 2026 à 12h00 (GMT)
---	---------------------------------------

Table des matières

1 Généralités	5
1. Le pouvoir adjudicateur	5
2. Règles régissant ce marché public.....	5
3. Droit applicable et tribunaux compétents	6
2 Objet et portée du marché public	7
1. Nature du marché	7
2. Lots	7
3. Postes	7
4. Durée du marché public.....	7
5. Variantes	7
6. Options.....	7
3 Procédure	8
Section (A) - Instructions générales de la procédure	8
1. Mode de passation	8
2. Publication	8
3. Informations complémentaires	8
4. Visite du site.....	9
Section (B) - Instructions pour la préparation des offres	9
5. Durée de validité de l'offre	9
6. Données à mentionner dans l'offre	9
7. Devise de l'offre	10
8. Détermination des prix.....	10
9. Éléments inclus dans le prix	11
Section (C) - Introduction des offres	11
10. Introduction des offres	11
11. Signature des offres.....	12
12. Date limite d'introduction et ouverture des offres	12
Section (D) - Sélection, Attribution & Conclusion	12
13. Motifs d'exclusion.....	12
14. Sélection qualitative	13
15. Aperçu de la procédure	15
16. Critères d'attribution.....	15
17. Attribution du marché public	16
18. Conclusion du contrat	16
4 Conditions contractuelles particulières	17
Section (A) - General	17
3. Utilisation des moyens électroniques (art. 10).....	17
4. Fonctionnaire dirigeant (art. 11)	17
5. Confidentialité (art. 18)	17

6.	Protection des données personnelles	18
7.	Droits intellectuels (art. 19 à 23).....	18
	Section (B) - Financial guarantees	18
8.	Cautionnement (art. 25 à 33).....	18
	Section (C) - Documents du marché	19
9.	conformité de l'exécution (art. 34)	19
	Section (D) - Modifications au marché public.....	19
10.	Remplacement de l'adjudicataire (art. 38/3, °1)	19
11.	Révision des prix (art. 38/7).....	20
12.	Indemnités suite aux suspensions ordonnées par le pouvoir adjudicateur durant l'exécution (art. 38/12) 20	
13.	Circonstances imprévisibles	21
14.	Impositions ayant une incidence sur le montant du marché (art. 38/8).....	21
15.	Conditions d'introduction (art. 38/14 à 38/17).....	21
	Section (F) - Modalités d'exécution	22
16.	Commandes partielles (art. 115)	22
17.	Délais et clauses (art. 116).....	22
18.	Lieu d'exécution (art. 118)	22
19.	Transfert de propriété (art. 132)	22
	Section (G) - Moyens d'action	22
20.	Défaut d'exécution (art. 44)	22
21.	Amendes pour retard (art. 46 et 123)	23
22.	Mesures d'office (art. 47 et 124)	23
	Section (H) - Fin du marché public	23
23.	Réception des produits fournis (art. 64, 120 et 128-131).....	23
24.	Délai de garantie (art. 65 et 134).....	24
25.	Réception définitive (art. 135).....	24
26.	Facturation et paiement (art. 66-72 et 127).....	24
27.	Avances	24
5	Termes de référence	26
1.	Contexte et description du besoin	26
2.	Exigences et Spécifications	27
6	Dossier de sélection	38
	Aptitude à exercer l'activité professionnelle	38
1.	Inscription officielle	38
	Capacités techniques et professionnelles	38
2.	Titres d'études et professionnels	38
3.	Références de marchés similaires exécutés	39
4.	Sous-traitance	39
7	Récapitulatif des documents à remettre	40
8	Formulaires	41

1.	Fiche d'identification	41
2.	Liste des sous-traitants.....	44
3.	Formulaire d'offre - Prix	45
4.	Déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion	49

1 GENERALITES

1. LE POUVOIR ADJUDICATEUR

- 1.1. Le pouvoir adjudicateur du présent marché public est Enabel, société anonyme de droit public à finalité sociale, ayant son siège social à 147, rue Haute, 1000 Bruxelles (numéro d'entreprise 0264.814.354, RPM Bruxelles), dénommée ' Enabel ' suite à l'entrée en vigueur de la loi du 23 novembre 2017 portant modification du nom de la Coopération technique belge et définition des missions et du fonctionnement de Enabel, Agence belge de Développement.
- 1.2. Enabel se voit confier l'exclusivité de l'exécution, tant en Belgique qu'à l'étranger, des tâches de service public en matière de coopération bilatérale directe avec des pays partenaires. En outre, elle peut exécuter d'autres missions de coopération à la demande d'organismes d'intérêt public et développer des actions propres qui contribuent à ses objectifs.
- 1.3. Pour ce marché public Enabel, au Burkina Faso, est représenté par

Nom	Fonction
Joost Noordholland De Jong	Directeur Pays

2. REGLES REGISSANT CE MARCHE PUBLIC

- 2.1. Ce marché public est régi, entre autres, par les dispositions suivantes :
 - (a) La loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
 - (b) L'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
 - (c) L'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
 - (d) La loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;
 - (e) Les Circulaires du Premier ministre en matière de marchés publics ;
 - (f) La Politique d'Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019 ;
 - (g) La Politique d'Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019.

Toutes les réglementations belges relatives aux marchés publics peuvent être consultées sur le site <https://bosa.belgium.be/fr/themes/marches-publics> ;

Le code de conduite d'Enabel et les politiques mentionnées ci-dessus peuvent être consultés sur le site web d'Enabel à l'adresse <https://www.enabel.be/who-we-are/integrity/>.

- 2.2. Toute la réglementation belge sur les marchés publics peut être consultée sur <https://bosa.belgium.be/fr/themes/marches-publics> ;

Le code éthique et les politiques d'Enabel mentionnées ci-dessus sur le site web d'Enabel via <https://www.enabel.be/fr/qui-sommes-nous/integrite/>.

3. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPETENTS

- 3.1. Ce marché public doit être exécuté et interprété conformément au droit belge. En cas de conflit concernant l'interprétation, l'application ou l'exécution de ce cahier spécial des charges, les parties tenteront d'abord toutes les possibilités de conciliation. Sauf en cas d'urgence, les parties éviteront tout recours judiciaire sans notification préalable.
- 3.2. En cas de litige, la correspondance doit (également) être envoyée à l'adresse suivante :

Enabel S.A.
Global Procurement Services
A l'attention de Mme. Laura Jacobs
Rue Haute 147
1000 Bruxelles
Belgique
- 3.3. Tout litige concernant ce marché public relève de la compétence exclusive des tribunaux de Bruxelles. Le français ou le néerlandais sont les langues de procédure.

2 OBJET ET PORTEE DU MARCHE PUBLIC

1. NATURE DU MARCHE

- 1.1. Ce marché public est un contrat de fourniture pour l'achat de biens relatifs à : Fourniture et installation de matériel d'électrification solaire au profit des Écoles de Nessemtega et Donsin.

2. LOTS

- 2.1. Ce marché public n'est pas divisé en lots.

3. POSTES

- 3.1. Ce marché public consiste en les articles énumérés à la clause 3 du chapitre 8 Formulaires - Formulaire d'offre - Prix.
- 3.2. Ces articles sont regroupés pour former un seul contrat. Les offres partielles pour des articles individuels ne sont pas autorisées ; le soumissionnaire doit soumettre une offre pour tous les articles du contrat.

4. DUREE DU MARCHE PUBLIC

- 4.1. Ce marché public prend cours **lors de la notification de l'attribution** et se termine à **l'achèvement de l'exécution** (la clause 17 du chapitre 4 Conditions contractuelles particulières).
- 4.2. Ce marché public **NE PEUT PAS** être reconduit.

5. VARIANTES

- 5.1. Les variantes **ne sont PAS** permises. Chaque soumissionnaire peut soumettre une seule offre, et aucune variante ne sera acceptée.

6. OPTIONS

- 6.1. Le soumissionnaire **ne peut PAS** introduire d'options. Les options libres sont interdites. Toute option proposée sera rejetée.

3 PROCEDURE

SECTION (A) - INSTRUCTIONS GENERALES DE LA PROCEDURE

1. MODE DE PASSATION

Le présent marché public est attribué par le biais d'une procédure négociée sans publication préalable, conformément à l'article 42, § 1, °1, a) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

2. PUBLICATION

Le présent marché fait l'objet d'une publication

2.1. La plateforme suivante :

(a) Site web d'Enabel (www.enabel.be).

2.2. Cette publication constitue une invitation à soumettre une offre.

3. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

3.1. Gestionnaire du marché public

L'attribution de ce marché public est coordonnée par :

Ben Idrissa Hermann HIEN

Acheteur Public

hermann.hien@enabel.be

Tous les contacts entre le pouvoir adjudicateur et les (potentiels) soumissionnaires concernant ce marché public doivent passer exclusivement par ce contact. Toute autre forme de contact avec le pouvoir adjudicateur à propos de ce marché public est interdite, sauf disposition contraire prévue dans ce cahier spécial des charges.

3.2. Demande de clarifications

Les (potentiels) soumissionnaires ont jusqu'au **onzième jour** (inclus) avant la date limite pour l'introduction des offres pour poser des questions concernant ce cahier spécial des charges et le marché. Toutes les questions doivent être adressées par écrit au gestionnaire mentionné à la clause 3.1 (hermann.hien@enabel.be), et seront traitées dans l'ordre dans lequel elles ont été reçues.

Aucune information ne sera communiquée sur l'évolution de la procédure avant la notification de la décision d'attribution.

3.3. Publication des clarifications et/ou modifications du cahier spécial des charges

Un aperçu complet des questions et réponses, ainsi que des éventuelles modifications à ce cahier spécial des charges, sera disponible au dixième jour avant la date limite pour l'introduction des offres, au plus tard.

Ces mises à jour seront publiées sur les mêmes plateformes que celles mentionnées à la clause 2.

Le soumissionnaire doit soumettre son offre après avoir lu et pris en compte toutes les corrections apportées au cahier spécial des charges qui sont publiées ou qui lui sont envoyées par courrier électronique. Pour ce faire, lorsque le soumissionnaire a téléchargé le cahier spécial des charges, il est fortement recommandé qu'il communique ses coordonnées au gestionnaire du marché public mentionné à la clause 3.1 et demande des informations sur toute modification ou information complémentaire.

4. VISITE DU SITE

4.1. Une visite des lieux est prévue avant la soumission des offres. La participation à la visite des lieux est **obligatoire**. Par conséquent, sous peine d'irrégularité substantielle, le soumissionnaire doit joindre à son offre une déclaration de visite du site, signée par un représentant autorisé d'Enabel.

4.2. Le calendrier de la visite des lieux est le suivant :

École de Donsin (commune de Koupela), école située à droite de l'axe Koupélla - Tenkodogo, juste derrière le siège de l'ONEA Koupela. (latitude 12.18 ° N, longitude -0.36 W et altitude 297 m) la visite est prévue pour le 27 juillet 2026 à 10h00 ;

École de Nesemtenga (commune de Boussouma) située à 7 km côté droite du village de Louda, Louda étant située entre Boussouma-Kaya (latitude 13.01 ° N, longitude -1.15 et altitude de 339 m) : la visite est prévue pour le 28 juillet 2026 à 10h00 ;

Personne de ressource, Monsieur : Bangbi ZIDA Contact : 76 45 72 17/70 31 43 90 bangbi.zida@enabel.be

4.3. Aucune information supplémentaire au-delà de ce qui est spécifié dans ce cahier spécial des charges ne sera fournie lors de la visite. Toute observation éventuelle concernant l'accès, l'emplacement des lieux ou d'autres aspects doit être conformément à la clause 3.

SECTION (B) - INSTRUCTIONS POUR LA PREPARATION DES OFFRES

5. DUREE DE VALIDITE DE L'OFFRE

Les soumissionnaires restent liés par leur offre pendant un délai de **90 (quatre-vingt-dix) jours calendrier**, à compter de la date limite de réception des offres.

6. DONNEES A MENTIONNER DANS L'OFFRE

6.1. L'attention des soumissionnaires est attirée sur les principes généraux édictés au titre 1 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et qui sont applicables à la présente procédure de passation.

6.2. L'offre et toutes les annexes à l'offre doivent être rédigés en :

(a) français.

6.3. Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire renonce automatiquement à ses conditions générales ou particulières de vente, même si celles-ci sont mentionnées dans l'une ou l'autre annexe à son offre.

6.4. Le soumissionnaire doit indiquer clairement dans son offre quelle information est confidentielle et/ou se rapporte à des secrets techniques ou commerciaux et ne peut donc pas être divulguée par le pouvoir adjudicateur.

6.5. Le soumissionnaire est tenu d'utiliser les formulaires joints en annexe :

- (a) Fiche d'identification (voir la clause 1 du chapitre 8 Formulaires) ;
- (b) Liste des sous-traitants (voir la clause 2 du chapitre 8 Formulaires) ;
- (c) Formulaire d'offre - Prix (voir la clause 3 du chapitre 8 Formulaires)
- (d) Déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion (voir la clause 4 du chapitre 8 Formulaires).

A défaut d'utiliser ces formulaires, le soumissionnaire supporte l'entière responsabilité de la parfaite concordance entre les documents qu'il a utilisés et les formulaires.

6.6. Le soumissionnaire joint également à son offre :

- (a) Tous les documents demandés dans le cadre de la sélection qualitative (voir la clause 14 et 6 Dossier de sélection) et des critères d'attribution (voir la clause 16) ;
- (b) Une déclaration de visite du site, signée par un représentant autorisé d'Enabel (voir la clause 4) ;
- (c) Le détail des prix proposés, en indiquant pour chaque poste les différents éléments inclus dans le prix et les taxes applicables ;
- (d) Les statuts ainsi que tout autre document utile prouvant le mandat du (des) signataire(s).

6.7. Lorsque l'offre est déposée par un groupement d'opérateurs économiques, l'offre doit contenir une copie des documents suivants pour chaque participant au groupement :

- (a) Fiche d'identification (voir la clause 1 du chapitre 8 Formulaires) ;
- (b) Déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion (voir la clause 4 du chapitre 8 Formulaires) ;
- (c) Les statuts ainsi que tout autre document utile prouvant le mandat du (des) signataire(s) ;
- (d) L'accord d'association signé par chaque participant, indiquant clairement le ou la représentant-e de l'association.

6.8. Les participants à un groupement d'opérateurs économiques doivent désigner celui d'entre eux qui représentera le groupement à l'égard du pouvoir adjudicateur.

6.9. Conformément à l'article 73 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, si un opérateur économique souhaite recourir aux capacités d'autres entités (notamment des sous-traitants ou des filiales indépendantes) en ce qui concerne les critères relatifs à la capacité économique et financière et les critères relatifs aux capacités techniques et professionnelles (voir la clause 14 et 6 Dossier de sélection), il apporte au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il disposera des moyens nécessaires, notamment en produisant l'engagement de ces entités à cet effet.

7. DEVISE DE L'OFFRE

Tous les prix mentionnés dans le formulaire d'offre doivent être obligatoirement libellés en **Francs CFA**.

8. DETERMINATION DES PRIX

8.1. En application de l'article 37 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, le pouvoir adjudicateur peut effectuer toutes les vérifications sur pièces comptables et tous contrôles sur place de l'exactitude des indications fournis dans le cadre de la vérification des prix.

9. ÉLEMENTS INCLUS DANS LE PRIX

- 9.1. Le soumissionnaire est censé avoir inclus dans ses prix tant unitaires que globaux tous les frais et impositions généralement quelconques inhérents à l'exécution du marché, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée. Le taux de TVA est indiqué séparément, si applicable.

Sont notamment inclus dans les prix :

- (a) Les emballages, sauf si ceux-ci restent la propriété du soumissionnaire, les frais de chargement, de transbordement et de déchargement intermédiaire, de transport, d'assurance et de dédouanement ;
- (b) Le déchargement, le déballage et la mise en place au lieu de livraison, à condition que les documents du marché mentionnent le lieu exact de livraison et les moyens d'accès ;
- (c) La documentation relative à la fourniture et éventuellement exigée par le pouvoir adjudicateur ;
- (d) Le montage et la mise en service ;
- (e) La formation nécessaire à l'usage ;
- (f) Le cas échéant, les mesures imposées par la législation en matière de sécurité et de santé des travailleurs lors de l'exécution de leur travail ;
- (g) Les droits de douane et d'accise.
- (h) Les frais de réception.

- 9.2. Tous les prix sont basés sur **Incoterms® 2020 : DDP**.

SECTION (C) - INTRODUCTION DES OFFRES

10. INTRODUCTION DES OFFRES

- 10.1. Sans préjudice des variantes éventuelles, le soumissionnaire ne peut remettre qu'une seule offre par marché.
- 10.2. Considérant l'article 14, § 2, °1 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, il ne serait pas approprié d'imposer l'obligation d'utiliser les moyens de communication électroniques visés à l'article 14, § 7, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

De par sa nature même, ce marché public est tel que les opérateurs économiques nationaux ou régionaux ne bénéficient pas d'un accès égal aux exigences liées à l'utilisation de la plateforme fédérale belge " e-Procurement ". Les caractéristiques techniques peuvent donc être discriminatoires et restreindre l'accès des opérateurs économiques à la procédure de passation de marché, notamment en ce qui concerne la vitesse et la qualité de la connexion internet, ainsi que la qualité du réseau de transport d'électricité.

De plus, les modalités spécifiques proposées par cette plateforme en matière de signature électronique ne sont pas encore compatibles avec les technologies de l'information et de la communication couramment utilisées.

- 10.3. Le soumissionnaire introduit son offre de la manière suivante :

Un exemplaire original de l'offre complète sera introduit sur papier.

Le soumissionnaire joindra à l'offre les copies demandées dans ce cahier spécial des charges. Ces copies peuvent être introduites sous forme d'un ou plusieurs fichiers au format .PDF sur Clé USB.

Elle est introduite sous pli définitivement scellé, portant la mention :

Offre : **BFA23004-10523 - Fourniture et installation de matériel d'électrification solaire au profit des Écoles de Nessemtega (commune de Boussouma) et Donsin (commune de Koupéla).**

À l'attention de : **Ben Idrissa Hermann HIEN, Acheteur Public.**

10.4. **L'offre doit être introduite avant le 07 août 2026, à 12h00 (GMT)**, de l'une des manières suivantes :

(a) Par la poste (envoi normal ou recommandé) Dans ce cas, le pli scellé est glissé dans une seconde enveloppe fermée adressée à :

Enabel au Burkina Faso Quartier Zone du Bois (Maison en face de l'entrée de la Croix Rouge) Ouagadougou, Burkina Faso.

(b) Par remise contre accusé de réception : Le service est accessible, tous les jours ouvrables, pendant les heures de bureau : de 9h. à 12h. et de 13 h. à 17 h. - voir adresse mentionnée à cette clause 10.4 (a).

10.5. **Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des soumissionnaires sur le fait que l'envoi d'une offre par courrier électronique ne répond pas aux conditions de cette clause 10. Les offres envoyées par courrier électronique seront rejetées.**

11. SIGNATURE DES OFFRES

11.1. **L'offre et tous les documents qui l'accompagnent doivent être numérotés et signés (signature manuscrite originale) par le soumissionnaire ou son représentant.** Il en va de même pour toute modification, suppression ou annotation apportée à ce document. Le représentant doit clairement indiquer qu'il est habilité à engager le soumissionnaire.

11.2. Les signatures sont émises par la ou les personne(s) compétente(s) ou mandatée(s) à engager le soumissionnaire. Cette disposition s'applique à chaque participant lorsque l'offre est déposée par un groupement d'opérateurs économiques (consortium). Ces participants sont solidairement responsables.

11.3. Lorsque le rapport de dépôt est signé par un mandataire, celui-ci mentionne clairement son (ses) mandant(s). Le mandataire joint l'acte électronique authentique ou sous seing privé qui lui accorde ses pouvoirs ou une copie scannée de la procuration.

12. DATE LIMITE D'INTRODUCTION ET OUVERTURE DES OFFRES

12.1. Les offres doivent être en possession du pouvoir adjudicateur avant le **07 août 2026 à 12h00 (GMT)**.

12.2. La séance d'ouverture des offres aura lieu à huis clos à l'adresse indiquée à la clause 10 pour le dépôt des offres.

SECTION (D) - SELECTION, ATTRIBUTION & CONCLUSION

13. MOTIFS D'EXCLUSION

13.1. Les motifs d'exclusion obligatoires et facultatifs sont renseignés dans la déclaration sur l'honneur jointe à ce cahier spécial des charges (voir la clause 4 du chapitre 8 Formulaire).

13.2. Par l'introduction de la déclaration en annexe de ce cahier spécial des charges lors du dépôt de son offre, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion figurant aux articles 67 à 70 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, ni aux articles 61 à

64 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques.

- 13.3. Les motifs d'exclusion sont applicables à tous les participants qui, en tant que groupement d'opérateurs économiques, déposent ensemble une offre, et aux tiers (notamment des sous-traitants ou des filiales indépendantes) à la capacité desquels il est fait appel en ce qui concerne les critères relatifs à la capacité économique et financière et les critères relatifs aux capacités techniques et professionnelles (voir la clause 14 et 6 Dossier de sélection), conformément à l'article 73, § 1 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques.
- 13.4. Le pouvoir adjudicateur vérifiera l'exactitude de cette déclaration sur l'honneur dans le chef du soumissionnaire dont l'offre est la mieux classée. À cette fin, il demandera au soumissionnaire concerné par les moyens les plus rapides et endéans le délai qu'il détermine de fournir les renseignements ou documents permettant de vérifier sa situation personnelle.
- 13.5. Le soumissionnaire peut joindre ces documents directement à son offre. Si le soumissionnaire ne transmet pas le ou les documents demandés dans le délai fixé, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exclure le soumissionnaire.
- 13.6. Il est vivement conseillé aux soumissionnaires de ne pas attendre la demande du pouvoir adjudicateur et de demander le plus rapidement possible auprès des autorités compétentes du pays dans lequel ils sont établis, les documents qu'ils n'auraient pas joints à leur offre. En effet, les délais pour l'obtention de certains documents peuvent être longs.
- 13.7. Le pouvoir adjudicateur demandera lui-même les renseignements ou documents qu'il peut obtenir gratuitement par des moyens électroniques auprès des services qui en sont les gestionnaires. C'est le cas pour les soumissionnaires belges (via la plateforme Telemarc), sauf pour l'extrait de casier judiciaire qui doit être demandé par le soumissionnaire lui-même.
- 13.8. **Conflits d'intérêts – Tourniquet (Article 51 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques)**
Sans préjudice des articles 6 et 69, alinéa 1er, 5°, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, un conflit d'intérêts inclut également toute situation de “ tourniquet ”. Cela se produit lorsqu'une personne physique ayant précédemment travaillé pour un pouvoir adjudicateur — que ce soit comme collaborateur interne, dans un lien hiérarchique, en tant que fonctionnaire, officier public ou sous toute autre capacité liée au pouvoir adjudicateur — intervient ultérieurement dans le cadre d'un marché public attribué par ce même pouvoir adjudicateur. Un conflit d'intérêts survient lorsqu'il existe un lien entre les activités précédemment effectuées par la personne pour le pouvoir adjudicateur et les activités réalisées dans le cadre du marché attribué.

14. SELECTION QUALITATIVE

- 14.1. Au moyen des documents demandés dans le 'Dossier de sélection' (6 Dossier de sélection), le soumissionnaire est tenu de démontrer qu'il est suffisamment capable de mener à bien le présent marché public.
- 14.2. Seules les offres des soumissionnaires qui satisfont aux critères de sélection sont prises en considération pour participer à la comparaison des offres sur la base des critères d'attribution repris à la clause 16, dans la mesure où ces offres sont régulières.
- 14.3. Pour remplir les critères relatifs à la capacité économique et financière et les critères relatifs aux capacités techniques et professionnelle, le soumissionnaire peut avoir recours à la capacité de :
 - (a) tous les participants qui, en tant que groupement d'opérateurs économiques, déposent ensemble une offre ;
 - (b) des autres entités (notamment des sous-traitant-es ou des filiales indépendantes) quelle que soit la nature juridique du lien qui l'unit à ces entités, conformément à l'article 73 § 1 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques.

14.4. Pour tous ces participants ou entités, le pouvoir adjudicateur doit vérifier l'absence de motifs d'exclusion.

14.5. Conformément à l'article 73 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, si un opérateur économique souhaite recourir aux capacités d'autres entités (notamment des sous-traitants ou des filiales indépendantes) en ce qui concerne les critères relatifs à la capacité économique et financière et les critères relatifs aux capacités techniques et professionnelles, il apporte au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il disposera des moyens nécessaires, notamment en produisant l'engagement de ces entités à cet effet.

✓ **Expériences de marchés similaires**

Le soumissionnaire doit avoir exécuté au cours des **3 dernières années** qui précèdent la date limite de dépôt des offres, au moins **deux (02) marchés similaires** de fourniture et installation de matériel d'électrification solaire au profit d'entreprises privées, structures étatiques, ONG ou agences de développement. Le montant total minimum cumulé des marchés de nature et de complexité comparable au cours des 5 dernières années doit être **au moins égal à 30.000.000 Francs CFA HTVA. La valeur des marchés similaires prime sur le nombre.**

Documents à joindre:

- Une liste des références techniques reprenant les marchés similaires avec les montants y correspondant ;
- Pour chaque référence, joindre **les copies des contrats et copies des certificats de bonne exécution** (PV de réception provisoire et d'attestations de bonne fin ou Procès-verbaux de réception définitive pour les ouvrages achevés depuis) et tout document justificatif (contrats, factures, etc.) approuvé par l'entité qui a attribué le marché

✓ **Profil des experts principaux proposés**

Le soumissionnaire doit disposer du personnel minimum requis suivant :

N°	Personnel clé	Qualification	Nombre d'expert	Nombre d'année d'expérience globale	Nombre de projets similaires au même poste
1.	Un·e chef·fe d'équipe	Un Ingénieur·e des travaux (BAC + 3 ans) au moins en génie électrique, maintenance électrique ou un diplôme jugé équivalent avec une spécialité en énergie solaire.	01	05 ans d'expérience générale,	Avoir participé en tant que Chef·fe d'équipe à au moins (02) projets en dimensionnement et l'installation de systèmes solaires, dont 1 mini centrale d'au moins 10kWc avec stockage) dans les 3 dernières années
2.	Un·e expert·e 2	Un technicien (BAC + 2 ans) au moins en électricité bâtiment ou tout diplôme jugé équivalent.	01	03 ans d'expérience générale	Avoir au moins deux (02) expériences pratiques dans l'électrification des bâtiments dont 1 mini centrale d'au moins 10kWc avec stockage

Documents à joindre :

- La copie du diplôme et attestations de travail de chaque expert conformément au profil requis
- Le CV détaillé de chaque expert (**expert principal**) proposé reprenant les expériences et **projets similaires les plus pertinentes (maximum 3 pages)**. La non-conformité du CV de l'un de ces experts élimine l'offre.

NB : harmoniser les CV des membres de l'équipe (même format), CV de 3 pages maximum. Le CV doit permettre de connaître clairement le nombre d'expériences dans le domaine, les expériences pertinentes en rapport avec le domaine, les preuves claires des expériences de chaque personne.

NB : Seules les offres des soumissionnaires qui satisfont aux critères de sélection sont prises en considération pour participer à la comparaison des offres sur la base des critères d'attribution repris ci-dessous, dans la mesure où ces offres sont régulières

15. APERÇU DE LA PROCEDURE

- 15.1. Dans une première phase, les offres introduites seront examinées sur le plan de la régularité formelle et matérielle.
- 15.2. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire régulariser les irrégularités dans l'offre des soumissionnaires.
- 15.3. Dans une seconde phase, les offres régulières formellement et matériellement seront examinées sur le plan du fond par une commission d'évaluation. Le pouvoir adjudicateur limitera le nombre d'offres à négocier en appliquant les critères d'attribution précisés dans ce cahier spécial des charges (la clause 16). Cet examen sera réalisé sur la base des critères d'attribution et a pour but de composer une shortlist de soumissionnaires avec lesquels des négociations seront menées.
- 15.4. Ensuite vient la phase des négociations. Le pouvoir adjudicateur peut négocier avec les soumissionnaires les offres initiales et toutes les offres ultérieures que ceux-ci ont présentées, à l'exception des offres finales, en vue d'améliorer leur contenu. Les critères d'attribution ne font pas l'objet de négociations. Cependant, le pouvoir adjudicateur peut également décider de ne pas négocier. Dans ce cas, l'offre initiale vaut comme offre définitive.
- 15.5. Lorsque le pouvoir adjudicateur entend conclure les négociations, il en informera les soumissionnaires restant en lice et fixera une date limite commune pour la présentation d'éventuelles BAFO (*Best and Final Offer*). Après la clôture des négociations, les BAFO seront évaluées quant à leur régularité et comparées sur la base des critères d'attribution. Le soumissionnaire dont la BAFO présente le meilleur rapport qualité/prix (donc celui qui obtient le meilleur score sur la base des critères d'attribution mentionnés dans la clause 16) sera désigné comme adjudicataire pour ce marché public, après vérification de l'absence de motifs d'exclusion et du respect des critères de sélection qualitative.

16. CRITERES D'ATTRIBUTION

- 16.1. Le pouvoir adjudicateur choisira l'offre régulière qu'il juge économiquement la plus avantageuse en tenant compte des critères suivants :

Critère d'attribution	Pondération du critère (%)	Évaluation ou formule du critère
Prix	100	$\frac{\text{montant offre A} - \text{montant offre la moins disante}}{\text{montant offre A}} \times 100$

- 16.2. Les cotations pour les critères d'attribution seront additionnées. Le présent marché sera attribué au soumissionnaire qui obtient la cotation finale la plus élevée, après que le pouvoir adjudicateur aura vérifié, à l'égard de ce soumissionnaire, l'exactitude de la déclaration sur l'honneur et à condition que le contrôle ait démontré que la déclaration sur l'honneur correspond à la réalité.

17. ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC

- 17.1. Ce marché public sera attribué au soumissionnaire ayant soumis l'offre économiquement la plus avantageuse.
- 17.2. Conformément à l'article 85 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'attribuer le marché. Le pouvoir adjudicateur peut choisir soit de ne pas attribuer le marché public, soit de recommencer la procédure, si nécessaire, via une autre procédure de passation.

18. CONCLUSION DU CONTRAT

- 18.1. Conformément à l'article 95, °2 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, le marché a lieu par la notification au soumissionnaire choisi de l'approbation de son offre.
- 18.2. La notification est effectuée par les plateformes électroniques ou par courrier électronique, et, le même jour, par envoi recommandé.
- 18.3. Le contrat intégral consiste dès lors en les documents suivants :
- (a) Le présent cahier spécial des charges et ses annexes ;
 - (b) La BAFO approuvée et toutes ses annexes ;
 - (c) La lettre recommandée portant notification de la décision d'attribution ;
 - (d) Le cas échéant, les documents éventuels ultérieurs, acceptés et signés par les deux parties.
- 18.4. Dans un objectif de transparence, Enabel s'engage à publier annuellement une liste des attributaires de ses marchés. Par l'introduction de son offre, l'adjudicataire du marché se déclare d'accord avec la publication du titre du contrat, la nature et l'objet du contrat, son nom et localité, ainsi que le montant du contrat.

4 CONDITIONS CONTRACTUELLES PARTICULIERES

1. Le présent chapitre de ce cahier spécial des charges contient les clauses particulières applicables au présent marché public par dérogation aux « Règles générales d'exécution des marchés publics » de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 (arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics), ci-après « RGE » ou qui complètent ou précisent celui-ci. Les articles indiqués ci-dessus (entre parenthèses) renvoient aux articles des « RGE ». En l'absence d'indication, les dispositions pertinentes des « RGE » sont intégralement d'application.
2. Dans ce cahier spécial des charges, il n'est pas dérogé aux « RGE ».

SECTION (A) - GENERAL

3. UTILISATION DES MOYENS ELECTRONIQUES (ART. 10)

L'utilisation des moyens électroniques pour les échanges durant l'exécution du marché est permise sauf indication contraire dans ce cahier spécial des charges.

Dans ces cas, les notifications du pouvoir adjudicateur seront envoyées à l'adresse ou au siège social mentionné dans l'offre.

4. FONCTIONNAIRE DIRIGEANT (ART. 11)

- 4.1. Le fonctionnaire dirigeant pour ce marché public est **Marie Judith SOMDA, EST Education**, courriel : mariejudith.somda@enabel.be. Le fonctionnaire dirigeant est responsable du suivi de l'exécution du marché.
- 4.2. Une fois le marché conclu, le fonctionnaire dirigeant est l'interlocuteur principal de l'adjudicataire. Toute la correspondance et toutes les questions concernant l'exécution du marché lui seront adressées, sauf mention contraire expresse dans ce cahier spécial des charges.
- 4.3. Le fonctionnaire dirigeant a pleine compétence pour ce qui concerne le suivi de l'exécution du marché, y compris la délivrance d'ordres de service, l'établissement de procès-verbaux et d'états des lieux, l'approbation des fournitures, des états d'avancements et des décomptes. Il peut ordonner toutes les modifications au marché qui se rapportent à son objet et qui restent dans ses limites.
- 4.4. Ne font toutefois pas partie de sa compétence : la signature d'avenants ainsi que toute autre décision ou accord impliquant une dérogation aux clauses et conditions essentielles du marché. Pour de telles décisions, le pouvoir adjudicateur est représenté comme stipulé à la clause 1 du chapitre 1 Généralités.
- 4.5. Le fonctionnaire dirigeant n'est en aucun cas habilité à modifier les modalités (p. ex., délais d'exécution, ...) du contrat, même si l'impact financier devait être nul ou négatif. Tout engagement, modification ou accord dérogeant aux conditions stipulées dans ce cahier spécial des charges et qui n'a pas été notifié par le pouvoir adjudicateur doit être considéré comme nul.

5. CONFIDENTIALITE (ART. 18)

- 5.1. Les adjudicataires qui, au cours de l'exécution du marché, reçoivent des informations, des documents ou des données de quelque nature que ce soit classés comme confidentiels et se rapportant, en particulier, à l'objet du marché, aux ressources nécessaires à son exécution et au fonctionnement des services du pouvoir adjudicateur, prennent les mesures nécessaires pour empêcher que ces informations, documents ou données ne soient divulgués à des tiers qui n'ont pas le droit d'en prendre connaissance.

- 5.2. Les adjudicataires qui, dans le cadre de l'exécution du marché, ont connaissance d'un dessin ou d'un modèle, d'un savoir-faire, d'une méthode ou d'une invention appartenant au pouvoir adjudicateur ou appartenant conjointement au pouvoir adjudicateur et à l'adjudicataire, s'abstiennent de toute communication à des tiers concernant ce dessin ou ce modèle, ce savoir-faire, cette méthode ou cette invention, à moins que ces éléments ne fassent l'objet du marché.

6. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

6.1. Traitement des données personnelles par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur s'engage à traiter les données à caractère personnel qui lui seront communiquées en réponse à cet appel d'offre avec le plus grand soin, conformément à la législation sur la protection des données personnelles (le Règlement général sur la protection des données, RGPD). Dans les cas où la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel contient des exigences plus strictes, le pouvoir adjudicateur agira conformément à cette législation.

6.2. Traitement des données personnelles par l'adjudicataire

Si durant l'exécution du marché, l'adjudicataire traite des données à caractère personnel du pouvoir adjudicateur ou en exécution d'une obligation légale, les dispositions suivantes sont d'application.

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, l'adjudicataire est tenu de se conformer au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après "RGPD") ainsi qu'à la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Par le seul fait de participer à la procédure de passation du marché, le soumissionnaire atteste qu'il se conformera strictement aux obligations du RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en lien avec ce marché.

Compte tenu du marché il est à considérer que le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire seront chacun et ce, individuellement, responsables du traitement.

7. DROITS INTELLECTUELS (ART. 19 A 23)

- 7.1. Le pouvoir adjudicateur **acquiert** les droits de propriété intellectuelle nés, mis au point ou utilisés à l'occasion de l'exécution du marché.
- 7.2. Sans préjudice de la clause 7.1 et sauf disposition contraire dans les documents du marché, lorsque l'objet de celui-ci consiste en la création, la fabrication ou le développement de dessins et modèles, de signes distinctifs, le pouvoir adjudicateur en acquiert la propriété intellectuelle, ainsi que le droit de les déposer, de les faire enregistrer et de les faire protéger.
- 7.3. En ce qui concerne les noms de domaine créés à l'occasion d'un marché, le pouvoir adjudicateur acquiert également le droit de les enregistrer et de les protéger, sauf disposition contraire dans les documents du marché.

SECTION (B) - FINANCIAL GUARANTEES

8. CAUTIONNEMENT (ART. 25 A 33)

Aucun cautionnement n'est requis pour ce marché public.

SECTION (C) - DOCUMENTS DU MARCHÉ

9. CONFORMITE DE L'EXECUTION (ART. 34)

Les fournitures doivent être conformes sous tous les rapports aux documents du marché. Même en l'absence de spécifications techniques mentionnées dans les documents du marché, ils répondent en tous points aux règles de l'art.

SECTION (D) - MODIFICATIONS AU MARCHÉ PUBLIC

10. REMPLACEMENT DE L'ADJUDICATAIRE (ART. 38/3, °1)

10.1. Champ d'application

La clause peut être appliquée dans le cas où l'adjudicataire du marché serait dans l'impossibilité de continuer l'exécution du marché pour cause de résiliation (art. 61, 62 ou 62/1, °2 des « RGE ») ou de mise en œuvre d'une mesure d'office (art. 47 des « RGE »).

10.2. Nature de la modification

Par dérogation de l'article 47, § 2, °3 des « RGE », le pouvoir adjudicateur peut, dans tous les cas précités, attribuer immédiatement un nouveau marché pour compte au(x) sous-traitant(s) de l'adjudicataire déjà engagé(s) dans l'exécution du marché ou au soumissionnaire classé en deuxième position, pour tout ou partie du marché restant à exécuter, et ce sans entamer une nouvelle procédure de passation. Cet accord prendra la forme d'un avenant au contrat initial, à conclure entre le pouvoir adjudicateur et le nouvel adjudicataire.

10.3. Conditions dans lesquelles il peut être fait usage de la clause de réexamen

Pour autant qu'il(s) remplisse(nt) les critères de sélection ainsi que les critères d'exclusions repris dans le présent document, et s'il(s) peut(peuvent) satisfaire aux conditions initiales du marché, le pouvoir adjudicateur peut conclure un marché pour compte avec le(s) sous-traitant(s) de l'adjudicataire déjà engagé(s) dans l'exécution du marché. A cette fin, le pouvoir adjudicateur contacte le(s) sous-traitant(s) ou son(leurs) représentant(s), en lui (leur) demandant s'il(s) peut(peuvent) satisfaire aux conditions initiales du marché. Si le(s) sous-traitant(s) ne peut(peuvent) pas satisfaire aux conditions initiales, un marché pour compte peut être conclu à des conditions modifiées. Avant de conclure un tel marché modifié, le pouvoir adjudicateur vérifie si les nouvelles conditions sont toujours plus avantageuses que celles du soumissionnaire classé deuxième lors de l'évaluation des offres dans le cadre de la procédure d'attribution initiale. Si tel n'est pas le cas, le pouvoir adjudicateur procède à la conclusion d'un marché pour compte tel que visé au deuxième alinéa ci-dessous.

Si le pouvoir adjudicateur ne peut ou ne souhaite pas faire usage de la possibilité mentionnée à l'alinéa précédent, un marché pour compte peut être conclu avec le soumissionnaire qui a été classé deuxième lors de l'évaluation des offres dans le cadre de la procédure d'attribution initiale, pour autant qu'il remplisse les critères de sélection ainsi que les critères d'exclusions repris dans le présent document. A cette fin, le pouvoir adjudicateur contacte le soumissionnaire classé deuxième ou son représentant pour lui demander s'il consent au maintien de son offre. Si ledit soumissionnaire y consent sans réserve, le pouvoir adjudicateur procède à l'attribution et à la conclusion du marché.

Lorsque le soumissionnaire concerné ne consent pas au maintien des conditions de son offre initiale ou que l'offre modifiée ne demeure pas économiquement la plus avantageuse sur la base de l'évaluation des offres dans le cadre de la procédure d'attribution initiale (après exclusion de l'adjudicataire initial), le pouvoir adjudicateur :

- (a) soit s'adresse successivement, suivant l'ordre de classement, aux autres soumissionnaires réguliers. Dans ce cas également, le pouvoir adjudicateur contacte le soumissionnaire

concerné ou son représentant pour lui demander s'il consent au maintien de son offre. Si ce soumissionnaire y consent sans réserve, le pouvoir adjudicateur procède à l'attribution et à la conclusion du marché.

- (b) soit demande simultanément à tous les autres soumissionnaires réguliers de revoir leur offre sur la base des conditions initiales du marché, et attribue et conclut le marché en fonction de l'offre devenue économiquement la plus avantageuse.

En tout état de cause, le pouvoir adjudicateur s'assure que la vérification de l'absence de motifs d'exclusion et du respect des critères de sélection s'effectue d'une manière impartiale et transparente, soit dans le cadre de la procédure d'attribution initiale, soit lors de la conclusion du marché pour compte, afin qu'aucun marché ne soit attribué à un soumissionnaire (ou à un sous-traitant) qui aurait dû être exclu ou qui ne remplit pas les critères de sélection. Les exigences minimales de la sélection qualitative peuvent, le cas échéant, être adaptées au prorata de la partie restante du marché, si le marché pour compte n'est conclu que pour une partie du marché restant à exécuter.

Le marché pour compte sera conclu au moyen d'un avenant au contrat initial, qui sera signé par le pouvoir adjudicateur et le nouvel adjudicataire. Si le marché a déjà été partiellement exécuté, cet avenant indiquera avec précision toutes les parties du marché qui doivent encore être exécutées. L'avenant indique également toutes les conditions modifiées par rapport à l'offre initiale de l'adjudicataire initial et par rapport à l'offre initiale du nouvel adjudicataire. Si nécessaire, l'avenant indique la méthode d'application des conditions initiales au reste du marché. Toutes les autres conditions énoncées dans les documents du marché (le cahier spécial des charges et l'offre initiale de l'adjudicataire initial ou du nouvel adjudicataire) restent applicables sans modification.

Si un marché pour compte est conclu, une copie de l'avenant relatif au marché à conclure est, par dérogation à l'article 47, § 3, troisième alinéa, des « RGE », envoyée à l'adjudicataire initial par courrier électronique. Si, à la suite de l'application d'une mesure d'office (article 47 des « RGE »), le prix du nouveau marché conclu pour compte dépasse le prix du marché initial, l'adjudicataire initial supporte les coûts supplémentaires.

11. REVISION DES PRIX (ART. 38/7)

Les révisions de prix ne sont pas autorisées dans le cadre de ce marché public.

12. INDEMNITES SUITE AUX SUSPENSIONS ORDONNEES PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR DURANT L'EXECUTION (ART. 38/12)

- 12.1. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de suspendre l'exécution du marché pendant une période donnée, notamment parce qu'il estime que le marché ne peut pas être exécuté sans inconvénient à ce moment-là.
- 12.2. Le délai d'exécution est prolongé à concurrence du retard occasionné par cette suspension, pour autant que le délai contractuel ne soit pas expiré. Lorsque ce délai est expiré, une remise d'amendes pour retard d'exécution peut être consentie.
- 12.3. Lorsque les prestations sont suspendues sur la base de cette clause 12.3, l'adjudicataire est tenu de prendre, à ses frais, toutes les précautions nécessaires pour préserver les prestations déjà exécutées et les matériaux des dégradations pouvant provenir de conditions météorologiques défavorables, de vol ou d'autres actes de malveillance.
- 12.4. L'adjudicataire a droit à des dommages et intérêts pour les suspensions ordonnées par le pouvoir adjudicateur lorsque :
 - (a) la suspension dépasse au total un vingtième du délai d'exécution et au moins dix jours ouvrables ou quinze jours de calendrier, selon que le délai d'exécution est exprimé en jours ouvrables ou en jours de calendrier ;

- (b) la suspension n'est pas due à des conditions météorologiques défavorables ou à d'autres circonstances auxquelles le pouvoir adjudicateur est resté étranger et qui, à la discrétion du pouvoir adjudicateur, constituent un obstacle à continuer l'exécution du marché à ce moment ;
- (c) la suspension a lieu endéans le délai d'exécution du marché.

13. CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

- 13.1. L'adjudicataire n'a droit en principe à aucune modification des conditions contractuelles pour des circonstances quelconques auxquelles le pouvoir adjudicateur est resté étranger.
- 13.2. Une décision de l'Etat belge de suspendre la coopération avec le pays partenaire est considérée être des circonstances imprévisibles au sens du présent article. En cas de rupture ou de cessation des activités par l'Etat belge qui implique donc le financement de ce marché, Enabel mettra en œuvre les moyens raisonnables pour convenir d'un montant maximum d'indemnisation.

14. IMPOSITIONS AYANT UNE INCIDENCE SUR LE MONTANT DU MARCHE (ART. 38/8)

- 14.1. Pour le présent marché, une révision des prix résultant d'une modification des impositions est possible si le cas se présente en Belgique ou dans le pays d'exécution concerné par ce marché public, et ayant une incidence sur le montant du marché.
- 14.2. Une telle révision des prix n'est possible qu'à la double condition suivante :
 - (a) la modification est entrée en vigueur après le dixième jour précédant la date ultime fixée pour la réception des offres ; et
 - (b) soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire d'un indice, ces impositions ne sont pas incorporées dans la formule de révision prévue dans les documents du marché en application de l'article 38/7 des « RGE ».
- 14.3. En cas de hausse des impositions, l'adjudicataire doit établir qu'il a effectivement supporté les charges supplémentaires qu'il a réclamées et que celles-ci concernent des prestations inhérentes à l'exécution du marché.

En cas de baisse, il n'y a pas de révision si l'adjudicataire prouve qu'il a payé les impositions à l'ancien taux.

15. CONDITIONS D'INTRODUCTION (ART. 38/14 A 38/17)

- 15.1. Le pouvoir adjudicateur ou l'adjudicataire qui veut se baser sur une des clauses de réexamen telles que visées aux articles 38/9 à 38/12 des « RGE », doit dénoncer les faits ou les circonstances sur lesquels il se base, par écrit dans les trente jours de leur survenance ou de la date à laquelle l'adjudicataire ou le pouvoir adjudicateur aurait normalement dû en avoir connaissance.
- 15.2. L'adjudicataire ne peut invoquer l'application de l'une de ces clauses de réexamen, que s'il fait connaître de manière succincte au pouvoir adjudicateur l'influence de ces faits ou circonstances sur le déroulement et le coût du marché, dans le délai mentionné à la clause 15.1, que les faits ou circonstances soient ou non connus du pouvoir adjudicateur.

SECTION (F) - MODALITES D'EXECUTION

16. COMMANDES PARTIELLES (ART. 115)

- 16.1. L'exécution du marché public est subordonnée à la notification d'une ou plusieurs commandes.
- 16.2. Les quantités présumées mentionnées dans le formulaire de prix ne peuvent être exécutées qu'après la transmission d'un bon de commande à cet effet par le fonctionnaire dirigeant par courrier électronique.

17. DELAIS ET CLAUSES (ART. 116)

- 17.1. Le marché doit être exécuté dans un délai de **60 jours calendrier, à compter de la réunion de cadrage.**

18. LIEU D'EXECUTION (ART. 118)

Les fournitures seront livrées à l'adresse suivante : **Les Écoles de Nessemtenga (commune de Boussouma) et Donsin (commune de Koupéla).**

19. TRANSFERT DE PROPRIETE (ART. 132)

Le pouvoir adjudicateur devient de plein droit propriétaire des fournitures dès qu'elles sont admises en compte pour le paiement conformément à l'article 127 des « RGE ».

SECTION (G) - MOYENS D'ACTION

20. DEFAULT D'EXECUTION (ART. 44)

- 20.1. L'adjudicataire est considéré en défaut d'exécution du marché :
- (a) lorsque les prestations ne sont pas exécutées dans les conditions définies par les documents du marché ;
 - (b) à tout moment, lorsque les prestations ne sont pas poursuivies de telle manière qu'elles puissent être entièrement terminées aux dates fixées ;
 - (c) lorsqu'il ne suit pas les ordres écrits, valablement donnés par le pouvoir adjudicateur.
- Tous les manquements aux clauses du marché, y compris la non-observation des ordres du pouvoir adjudicateur, sont constatés par un procès-verbal dont une copie est transmise immédiatement à l'adjudicataire par envoi recommandé ou par envoi électronique (avec preuve de la date exacte d'envoi).
- 20.2. L'adjudicataire est tenu de réparer sans délai ses manquements. Il peut faire valoir ses moyens de défense par lettre recommandée adressée au pouvoir adjudicateur dans les quinze jours suivant le jour déterminé par la date de l'envoi du procès-verbal. Son silence est considéré, après ce délai, comme une reconnaissance des faits constatés.
- 20.3. Les manquements constatés à sa charge rendent l'adjudicataire passible d'une ou de plusieurs des mesures prévues aux articles 45 à 49, 123 et 124 des « RGE ».

21. AMENDES POUR RETARD (ART. 46 ET 123)

- 21.1. Les amendes pour retard sont indépendantes des pénalités prévues à l'article 45 des « RGE ». Elles sont dues, sans mise en demeure, par la seule expiration du délai d'exécution sans intervention d'un procès-verbal et appliquées de plein droit pour la totalité des jours de retard.
- 21.2. Les amendes pour retard sont calculées, conformément à l'article 123 des « RGE », à raison de **0,1 pour cent** par jour de retard, le **maximum en étant fixé à sept et demi pour cent**, de la valeur des fournitures dont la livraison a été effectuée avec un même retard.
- 21.3. Si le délai d'exécution constitue un critère d'attribution du marché, le montant de l'amende peut être porté à **dix pour cent maximum**, en fonction de l'importance relative accordée au critère d'attribution portant sur le délai d'exécution.
- 21.4. Nonobstant l'application des amendes pour retard, l'adjudicataire reste garant vis-à-vis du pouvoir adjudicateur des dommages et intérêts dont celui-ci est, le cas échéant, redevable à des tiers du fait du retard dans l'exécution du marché.

22. MESURES D'OFFICE (ART. 47 ET 124)

- 22.1. Lorsque, à l'expiration du délai indiqué à l'article 44, § 2 des « RGE », pour faire valoir ses moyens de défense, l'adjudicataire est resté inactif ou a présenté des moyens jugés non justifiés par le pouvoir adjudicateur, celui-ci peut recourir aux mesures d'office décrites à la clause 22.2. Le pouvoir adjudicateur peut toutefois recourir aux mesures d'office sans attendre l'expiration du délai susmentionné, lorsqu'au préalable, l'adjudicataire a expressément reconnu les manquements constatés.
- 22.2. Les mesures d'office sont :
- (a) la résiliation unilatérale du marché. Dans ce cas, la totalité du cautionnement ou, à défaut de constitution, un montant équivalent, est acquise de plein droit au pouvoir adjudicateur à titre de dommages et intérêts forfaitaires. Cette mesure exclut l'application de toute amende du chef de retard d'exécution pour la partie résiliée ;
 - (b) l'exécution en régie de tout ou partie du marché non exécuté ;
 - (c) la conclusion d'un ou de plusieurs marchés pour compte avec un ou plusieurs tiers pour tout ou partie du marché restant à exécuter.

Les mesures prévues aux points (a), (b), et (c), sont appliquées aux frais, risques et périls de l'adjudicataire défaillant. Toutefois, les amendes et pénalités qui sont appliquées lors de l'exécution d'un marché pour compte sont à charge du nouvel adjudicataire.

SECTION (H) - FIN DU MARCHÉ PUBLIC

23. RECEPTION DES PRODUITS FOURNIS (ART. 64, 120 ET 128-131)

- 23.1. Le pouvoir adjudicateur vérifie les fournitures au lieu de livraison. Les fournitures ne sont réceptionnées qu'après avoir satisfait aux vérifications, aux réceptions techniques et aux épreuves prescrites. Il procède aux constatations d'avaries éventuelles. Une déclaration constatant le résultat de la vérification, ainsi que la date d'arrivée des fournitures, sont consignés dans un procès-verbal ou éventuellement sur le bordereau ou la facture dont il est question à l'article 118, § 2 des « RGE ».
- 23.2. A l'expiration du délai de trente jours prenant cours à compter de la livraison, il est selon le cas dressé un procès-verbal de réception provisoire ou de refus de réception.
- 23.3. Pour ce marché, la réception provisoire se déroule comme suite : Il sera procédé à une réception complète au lieu de livraison sans réception partielle au lieu de production. Le pouvoir

adjudicateur dispose d'un délai de trente jours pour examiner et tester les fournitures ainsi que pour notifier sa décision d'acceptation ou de refus. Le délai prend cours le lendemain du jour d'arrivée des fournitures au lieu de livraison, pour autant que le pouvoir adjudicateur soit mis en possession du bordereau ou de la facture. Il comprend le délai de trente jours prévus à l'article 127 des « RGE » (la clause 26).

24. DELAI DE GARANTIE (ART. 65 ET 134)

Le délai de garantie prend cours à la date à laquelle la réception provisoire est accordée. Celui-ci est **d'un an**.

25. RECEPTION DEFINITIVE (ART. 135)

- 25.1. La réception définitive a lieu à l'expiration du délai de garantie. Elle est implicite lorsque la fourniture n'a pas donné lieu à réclamation pendant ce délai.
- 25.2. Lorsque la fourniture a donné lieu à réclamation pendant le délai de garantie, un procès-verbal de réception ou de refus de réception définitive est établi dans les quinze jours précédant l'expiration dudit délai.

26. FACTURATION ET PAIEMENT (ART. 66-72 ET 127)

- 26.1. Le pouvoir adjudicateur effectue la vérification et le paiement du montant dû au fournisseur dans le délai de traitement de trente jours à compter de la livraison, pour autant que le pouvoir adjudicateur soit, en possession de la facture régulièrement établie.
- 26.2. Seules les livraisons exécutées de manière correcte pourront être facturés. La facture doit être libellée en **Francs CFA**.
- 26.3. Si la livraison a lieu en plusieurs fois, le délai de traitement est compté à partir de la livraison pour chacune des livraisons partielles.
- 26.4. L'adjudicataire envoie les factures (en un seul exemplaire) et le procès-verbal de réception du marché (exemplaire original) à l'adresse suivante : **La facture mentionnera : L'intitulé du marché : « Fourniture et installation de matériel d'électrification solaire au profit des Écoles de Nessemtega et Donsin » ; La référence du marché : « BFA23004-10523 » ; Le nom du fonctionnaire dirigeant : « Marie Judith SOMDA ».**
- 26.5. Afin qu'Enabel puisse obtenir les documents d'exonération de la TVA et de dédouanement dans les plus brefs délais, la facture originale et tous les documents ad hoc seront transmis dès que possible avant la réception provisoire.

27. AVANCES

- 27.1. Sans préjudice de la clause 26.2 et en vertu des articles 12/1 à 5 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, insérés par la loi de 22 décembre 2023 modifiant la réglementation relative aux marchés publics en vue de promouvoir l'accès des PME auxdits marchés, une avance de quinze pour cent de la valeur de référence peut être accordée à l'adjudicataire.
- 27.2. L'avance est calculée en fonction de la valeur de référence du marché public, à savoir :
 - (a) Si la durée du marché est égale ou inférieure à douze mois, la valeur de référence pour le calcul de l'avance est égale au montant initial du marché, toutes taxes comprises ;

- (b) Si la durée du marché est supérieure à douze mois, la valeur de référence est un montant égal à douze fois la valeur initiale du marché, taxes comprises, divisée par la durée du marché exprimée en mois ;
- (c) Dans le cas d'un marché à durée indéterminée, la valeur de référence est la valeur par mois du marché multipliée par douze.

Pour le calcul du montant initial du marché, il n'est ni tenu compte des tranches conditionnelles, ni des reconductions.

27.3. Aucune avance n'est accordée avant :

- (a) La notification de la conclusion du marché ;
- (b) L'introduction, par l'adjudicataire, d'une demande écrite datée ;
- (c) La constitution d'une garantie financière pour la totalité du montant de l'avance. La garantie ne sera libérée que lorsque le montant de l'avance aura été intégralement couvert par l'exécution du marché et aura fait l'objet de factures approuvées par le pouvoir adjudicateur. Cette garantie financière doit permettre au pouvoir adjudicateur d'obtenir le remboursement de l'avance qu'il a versée à l'adjudicataire en cas d'inexécution totale ou partielle du marché.

27.4. Le paiement des avances peut être suspendu s'il est constaté que l'adjudicataire ne respecte pas ses obligations contractuelles ou s'il contrevient aux dispositions de l'article 7 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

27.5. L'avance accordée est imputée sur les montants dus à l'adjudicataire de la manière suivante : La première moitié de l'avance est imputée sur les sommes dues à l'adjudicataire quand le montant des prestations exécutées atteint trente pour cent du montant initial du marché et la deuxième moitié de l'avance est imputée sur les sommes dues à l'adjudicataire quand le montant des prestations exécutées atteint soixante pour cent du montant initial du marché.

1. CONTEXTE ET DESCRIPTION DU BESOIN

Le Burkina Faso, à l'instar de nombreux pays sahéliens, fait face à de multiples défis environnementaux tels que le changement climatique, la désertification et la dégradation du cadre de vie. Ces phénomènes ont un impact significatif sur les conditions de vie des populations et sur la productivité économique, particulièrement dans les zones rurales.

Pour faire face à ces défis, plusieurs initiatives d'adaptation et d'atténuation sont mises en œuvre sous l'égide du ministère en charge de l'environnement. Parmi elles, l'éducation environnementale occupe une place stratégique car elle permet, dès le bas âge, de développer des comportements écocitoyens, de promouvoir les bonnes pratiques de gestion durable des ressources naturelles et d'améliorer l'assainissement du cadre de vie.

Dans cette dynamique, Enabel (Agence belge de coopération internationale), à travers les Portefeuille Bilatéral et Thématique Climat Sahel (PTCS), a initié un projet de transformation d'écoles primaires en Écoles Modèles Climato Intelligentes (EMCI). Deux écoles ont été retenues : l'école primaire de Donsin (commune de Koupéla, région du Nakambé) et l'école primaire de Nessemtega (commune de Boussouma, région des Koulés).

Dans cette perspective, une étude technique approfondie des besoins en électrification solaire des deux écoles a été réalisée, permettant de définir les besoins et des propositions de solutions techniques appropriées au contexte.

Sur la base de cette étude, et afin d'assurer la mise en œuvre effective des installations solaires tout en garantissant leur qualité, leur durabilité et leur conformité aux normes en vigueur, Enabel souhaite recruter un prestataire qualifié qui sera chargé de l'exécution des travaux d'électrification solaire.

2. OBJECTIF DU MARCHÉ

2.1.OBJECTIF GÉNÉRAL

L'objectif général de cette activité est de contribuer à la promotion des énergies renouvelables respectueuses de l'environnement au sein des établissements scolaires à travers l'installation d'un système d'électrification solaire dans les écoles de Nessemtega et Donsin.

2.2. OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

De façon spécifique, il s'agit de :

- Réaliser les travaux d'électrification interne (éclairage, prises, brasseurs d'air, etc.) dans les bâtiments (salles de classe et magasin) à travers un système d'électrification solaire fonctionnel et sécurisé à l'école de Donsin;
- Réaliser les travaux d'électrification interne (éclairage, prises, brasseurs d'air, etc.) dans les bâtiments (salles de classe et magasin et logements) à travers un système d'électrification solaire fonctionnel et sécurisé à l'école Nessemtega
- Installer un dispositif pour l'éclairage extérieur des sites (types lampadaires) ;
- Aménager un local technique à l'école de Donsin destiné à abriter les équipements
- S'assurer que les utilisateurs maîtrisent les bons gestes pour une utilisation durable des équipements et qu'un groupe de personnes ressources maîtrisent les gestes de maintenance préventive et curative mineurs

2.3. LIVRABLES ATTENDUS

Le prestataire retenu devra fournir les livrables suivants :

- Un rapport de la rencontre de cadrage avec le planning mis à jour
- Un rapport d'installation pour chaque site, incluant les activités réalisées, les détails sur les équipements installés et les éventuelles difficultés rencontrées ;
- Les schémas électriques et plans d'exécution, conformes aux installations réalisées ;
- Un rapport de tests de conformité et de mise en service, attestant du bon fonctionnement des installations ;
- Un dispositif fonctionnel d'électrification solaire dans chaque école
- Un rapport de formation des utilisateurs, confirmant la tenue effective des sessions de formation incluant un manuel d'utilisation et de maintenance simplifiée destiné aux utilisateurs des équipements ;
- Un rapport final de réalisation des travaux, consolidant l'ensemble des interventions et des résultats obtenus ;

3. TACHES DU PRESTATAIRE

Le prestataire devra :

- Mobiliser les équipes et le matériel techniques nécessaires à la conduite de la mission
- Participer à la rencontre de cadrage avec l'équipe de projet afin d'harmoniser les compréhensions sur les objectifs de la mission
- Exploiter la documentation sur le projet d'écoles modèles climato intelligentes, le rapport de l'étude diagnostic et tout autre document qui lui aura été utile à la réussite de la mission
- Produire le rapport de la rencontre de cadrage :
- Maintenir une communication permanente avec l'équipe du projet et les directeur-trice des écoles
- Assurer la fourniture complète des équipements solaires, conformément aux spécifications techniques issues de l'étude réalisée et dans les limites géographiques des bâtiments identifiés dans le rapport diagnostic ;
- Construire un local technique à l'école de Donsin;
- Installer un dispositif de sécurisation du matériel ainsi que de l'ensemble des installations électriques et solaires ;
- Effectuer les tests de fonctionnement, de conformité et la mise en service des installations ;
- Assurer la formation des utilisateurs à l'exploitation et à la maintenance de base des équipements.

4. CONSISTANCE DES TRAVAUX A NESSEMTENGA

4.1. ETAT DES LIEUX DES INFRASTRUCTURES DE L'ÉCOLE DE NESSEMTENGA

Détail des infrastructures	Details	Commentaires
01 bâtiment de 3 salles et un magasin construit dans les années 1950	• Superficie de la toiture : 150m² • 3 salles de classe de 40m² chaque salle • 01 magasin 10m² ;	• Bâtiment reste toujours solide avec une charpente et une toiture en parfait état • Aucune trace d'installation électrique ; (pas de réservation pour des fils électriques ni d'équipements électriques installés)
01 bâtiment constitué de deux salles de classe et un bureau ;	• Superficie sur le toit 70m². • Chaque classe a environ 50m² et le bureau s'évalue à 12m².	• Bâtiment est relativement nouveau avec une charpente et une toiture solide • Présence de fils électriques non encastrés ainsi que des lampes installées par endroit • Deux panneaux solaires sur le toit • Présence d'une prise de terre mais l'installation est défectueuse.
01 nouveau bâtiment servant de salle de classe.	• 1 salle de classe 50m² • Superficie exploitable sur la toiture 40m²	• Pas de trace d'installation électrique ni de réservation électrique au niveau de ce bâtiment.
05 logements enseignants	Chaque logement : 2 chambres 1 salon+ 1 salle de bain + une cuisine externe	Ils sont distants de plus de 200m des uns des autres.

- ❖ **NB** : l'école dispose d'un veilleur de nuit ; aucun vol n'a déjà été signalé selon le Directeur de l'école. Cependant nous avons fait le constat de la présence de pierres sur le toit du vieux bâtiment. Ce constat révèle une possible jet de pièce sur le toit par des élèves et/ou des enfants extérieurs à l'école.
- ❖ Un lampadaire solaire défectueux qui ne s'allume plus pour absence de plaque solaire et de batterie selon le Directeur de l'école.
- ❖ Tous les toits sont en tôles ondulées et présentent une allure parfaite pouvant accueillir une charge modérée. ; l'espace disponible peut accueillir un système solaire ; il n'existe pas d'installation ou de réservation pour une installation de câble électrique ; seul un bâtiment a une installation de fil électrique en apparent ; des bâtiments servant de logement des enseignants un peu dispersés.

4.2. RÉPARTITION DES ÉQUIPEMENTS UTILES PAR LOCAL À NESSEMTENGA

Équipements	Nombre	Equipement attendu par salle
Salle de classe	6	• Lampes internes: 4 • Lampes extérieures: 1 • Brasseurs: 04 • Prises électriques: 03
Magasin	1	• Lampes solaires: 01 • Lampes externes: 01
Bureau	1	• Lampes internes : 2 • Brasseurs : 01 • Prises électriques : 02
Logements (outils: ordinateurs, imprimantes, frigo, ventilateurs, télé...)	5	• Prises électriques: 30 • Lampes internes: 08 • Lampes externes: 04
Cours de l'école	1	• Lampadaires solaires pour l'éclairage de la cour: 6
Stockage	1	• Local technique 4m²

4.3. SYNTHÈSE DE TOUS LE MATERIEL À FOURNIR À L'ÉCOLE DE NESSEMTENGA

N°	Désignation	Unité	Quantité
1	Panneau Solaire 585Wc	U	30
2	Onduleur 6KVA	U	01
3	Onduleur 2.5KVA/24V	U	06
4	Batterie lithium de 10Kwh	U	02
5	Coffret DC 1	U	01
6	Coffret AC 1	U	01
7	Batterie lithium de 5kwh	U	06
8	Coffret DC 2	U	06
9	Coffret AC 2	U	06
10	Support des panneaux	FF	01
11	Brasseurs d'air	U	42
12	Interrupteurs étanches simple	U	25
13	Interrupteurs va et vient	U	19
14	Prises étanches	U	50
15	Doubles Réglettes	U	12
16	Réglettes lampes uniques	U	122
17	Lampes t8-LED 220-18W	U	146
18	Coupe batterie	U	07
19	Câbles rigide 3x1.5mm	R	8
20	Câbles rigide 3x2.5mm	R	2
21	Câbles rigides 3x4mm	R	1
22	Câbles terre 1x6mm	M	30
23	Câble onduleur 1x35mm	M	04
24	Câble solaire 1x6mm	M	300
24	Eclairage public, all in one LED (lampadaire complet)	U	06
26	Eclairage public (LED Tete uniquement)	U	01
27	Accessoire solaire	FF	01
28	Révision de circuit/travaux	FF	01
29	LOCAL TECHNIQUE 4m ²	FF	01

5. CONSISTANCE DES TRAVAUX A DONSIN

5.1. ETAT DES LIEUX DES INFRASTRUCTURES DE L'ÉCOLE DE DONSIN

Infrastructures	Details	Commentaires
Un bâtiment un vétuste	3 salles de classe - un magasin - un bureau	- une installation électrique alimenté par la SONABEL avec des équipements tels que des lampes et des brasseurs ; la plupart de ces équipements ne sont plus fonctionnels ; la toiture présente un état était vétuste - Les tôles sont ruées et perforées par endroit : Donc nous pensons qu'elle ne peut pas prendre une charge. - d'un compteur de 3 Ampères pour le seul bâtiment.
Un bâtiment constitué de trois; Ce disponible sur.	- salles de classe : 60m² par classe. - Superficie du toit : 180m²	- bâtiment est relativement nouveau avec une charpente et une toiture solide - Aucune installation d'équipements électriques ni de réservation pour des fils électrique
Un troisième bâtiment	2 salles (cuisine et magasin : 25m² chacune - La toiture exploitable 22m²	- nouveau bâtiment - Pas de trace d'installation électrique ni de réservation électrique au niveau de ce bâtiment.
Un quatrième bâtiment très récent	Espace toiture exploitable ; 126m ²	- une partie est en finition ; - bâtiment a une bonne toiture - pas d'installation d'électricité ni de réservation à cet effet

- ❖ **NB** : l'école dispose d'un veilleur de nuit ; néanmoins plusieurs tentatives de cambriolage ont déjà été signalées
- ❖ Ainsi nous avons retenu au total 6 lampadaires à installer.
- ❖ Tous les toits sont en tôles ondulées et présentent une allure parfaite pouvant accueillir une charge modérée à l'exception du bâtiment no1 qui présente une toiture vieillissante; l'espace disponible peut accueillir des plaques solaires d'un système solaire de taille modérée ; en général, il n'y a pas d'installation ou de réservation pour une installation de câble électrique; un seul bâtiment a une installation de fil électrique, de quelques lampes et des ventilos mais la majorité ne fonctionnent plus.

5.2. RÉPARTITION DES ÉQUIPEMENTS UTILES PAR LOCAL À DONSIN

Équipements	Nombre	Equipement attendu par salle
Salle de classe	8	- Lampes internes: 4 - Lampes extérieures: 1 - Brasseurs: 04 - Prises électriques: 04
Magasin	1	- Lampes solaires: 01 - Lampes externes: 01 - Prises électriques 02
Bureau	1	Lampes internes : 2

		• Brasseurs : 01 • Prises électriques : 03
Cours de l'école	1	• Lampadaires solaires pour l'éclairage de la cour: 6
Sotckage	1	Local de stockage de 4m² à réaliser et alimenter Lampe interne

5.3.SYNTHESE DE TOUS LE MATÉRIEL À FOURNIR À L'ÉCOLE DE DON SIN

N°	Désignation	Unité	Quantité
1	Panneau Solaire 550Wc	U	18
2	Onduleur 8KVA	U	01
3	Batterie lithium de 10Kwh	U	02
4	Coffret DC	U	01
5	Coffret AC	U	01
6	Support Panneaux	FF	01
7	Accessoires solaires	FF	01
8	Double réglette étanche	U	08
9	Réglette unique	U	32
10	Lampes T8-LED 220v-18w	U	46
11	Brasseurs d'air	U	35
12	Interrupteurs étanches	U	13
13	Prises étanches	U	14
14	Coupe Batterie	U	01
15	Accessoire électrique	FF	01
16	Lampadaire solaire (all in one LED 200W complet)	U	06
17	Câbles rigides 3x1.5mm	R	02
18	Câbles rigides 3x2.5mm	R	06
19	Câbles rigides 3x4mm	R	150
20	Câbles terre 1X6mm	M	15
21	Mise à la terre	FF	01
22	Câble onduleur 1x35mm	M	04
23	Câble solaire 1x6mm	M	150
24	Installation solaire/Correction des circuits électriques	FF	1
25	LOCAL TECHNIQUE 4m ²	FF	1

6. SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES EQUIPEMENTS SOLAIRES

D'une manière générale, il est attendu dans cet appel d'offre que :

- Les équipements choisis soient de première qualité ;
- Adaptés à l'usage par des enfants et aux activités scolaires
- et à la portée des bénéficiaires (vision-durabilité- disponibilité sur le marché local) ;
- Les équipements choisis aient été éprouvés dans le contexte du Burkina Faso, au moins les dix (10) dernières années avec un retour d'expériences positif et connu de tous ;
- Les équipements choisis soient déjà connus par les utilisateurs en raison de leur grande utilisation/disponibilité dans les zones d'intervention du programme.

6.1. DESCRIPTIONS TECHNIQUES DU MODULE SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE

Sans être exhaustif, les panneaux doivent répondre aux caractéristiques ci-après :

Désignation	Spécifications techniques exigées
DONNEES GENERALES	
Marque	A préciser par le fournisseur
Fabricant	A préciser par le fournisseur
Modèle	A préciser par le fournisseur
DONNEES ELECTRIQUES	Unité
DONNEES SOUS STC Standard Test Conditions)	1000W/m², AM 1.5. température de cellule 25°C
Puissance nominale du module	550Wc-585Wc
courant au point de puissance maximale Imp	13,11 A
Tension au point de puissance maximale Vmpp	41,96 V
Courant de court-circuit Icc	14 A
Tension de circuit ouvert Voc	49,90 V
Tension maximale du système	1500 V
Diodes de dérivation	Oui
Rendement du module	21, 3%
COEFFICIENTS DE TEMPERATURE	
NOCT	46°C
Coefficient Température sur Pmax	≤(-) 0.350 %/C
Coefficient Température sur Icc	(+)0.045 %/C
Coefficient Température sur Voc	≤(-) 0.275 %/C
CARACTERISTIQUES POUR UNE INTEGRATION OPTIMALE	
Classification de puissance	(-) 0 Wc/+5Wc
Tension du système maximale classe II	1500 V
Valeur limite du courant inverse	≥15 A
Lestage/charge dynamique	5,4 / 2,4 kN/m ²
Température d'exploitation admissible	(-) 40°C à + 85°C
CONFORMITE-CERTIFICATIONS A FOURNIR	
Certificat de conformité aux normes CEI	Oui
GARANTIE CONSTRUCTEUR A fournir	20 années
Garantie de performance sur la puissance nominale	Au moins 90% au bout de 10 ans et 80% au bout de 25 ans
Garantie produit	10 ans au moins
Tolérance en puissance nominale	(+)/- 3% au mieux

6.2. DESCRIPTION DES ONDULEURS HYBRIDES DE 8 KW ET 3.2 KW

Désignation	Spécifications techniques exigées	
Marque	A préciser par le fournisseur	
DONNEES ELECTRIQUES	8 000W/8 000VA	3.2 kW
ENTREE DC		
Puissance maximale du générateur photovoltaïque	5000X2 W	1600W
Forme d'onde	Pure sine wave	
Tension entrée maximale	500Vdc(450V for //)	160VDC
Plage de tension MPPT	90V – 450 Vdc	30-128VDC
Nombre d'entrée MPPT	2	1
Courant maximale entrée DC	150A	60A
Courant de court-circuit m	27A x 2(40A max)	60A
BATTERY		
Tension Normal	48VDC	24VDC
Tension de charge flottante	54.8VDC	27.4VDC
Protection contre les surcharges	60VDC	30VDC
SORTIE AC		
Puissance de surtension (230V, 50Hz, 60Hz)	20 000 W	2 200
Puissance apparente AC maximale	10 000VA	4 400
Courant de sortie maximale	150A	120A
Tension de sortie nominale	230VAC	
Plage de tension de fonctionnement	230VAC +/- 5%	230VAC +/- 5%
Fréquence du réseau	50 Hz/ 60 Hz	50 Hz/ 60 Hz
RENDEMENT		
Rendement maximal	92%	93%
PROTECTIONS ELECTRIQUES		
Protection inversion de polarité CC	Oui	Oui
Classe de protection, IP	IP 65	IP 65
Plage de température ambiante admissible	(-) 15°C à 60°C	(-) 15°C à 60°C
CONFORMITE-CERTIFICATIONS A FOURNIR		
Conformité CE	Oui	Oui
GARANTIE CONSTRUCTEUR A FOURNIR	2 ans	2 ans

6.3. DESCRIPTION DU LAMPADAIRE SOLAIRE

Le lampadaire solaire doit satisfaire les conditions suivantes :

- Le mat du lampadaire : Le poteau doit être à une hauteur minimum de 8m et maximum de 12m ; résistant aux intempéries ; traité pour résister à la rouille et à la corrosion.
- Le lampadaire 200w all in one avec une plaque et une batterie lithium intégré et devrait tenir 12heures.

Caractéristique	Plaque solaire 650WH mono cristallin Batterie lithium Capacité 12 hours Temps de charge suffisante 8 hours Autonomies 3-5 days with full charging LED 6500K Temperature: 0-55c Resistance Ip65 Hauteur 8m minimum
-----------------	---

6.4. DESCRIPTION DES BATTERIES LITHIUM DE 10KWH ET 5KWH

DONNEES ELECTRIQUES	Spécifications techniques exigées	
	10 kwh	5 kwh
Marque	A préciser par le fournisseur	
Model		
Usable Capacity	10 240WH	5120WH
Tension de charge recommandé	58.4Vdc	29.2Vdc
Courant de charge recommandé	40A	40A
Tension de fin de décharge	44Vdc	22Vdc
Cycles de vie	≥6000	
Max Continuous Charge Current	150A	150A
Max Continuous Discharge Current	150A	150A
Work Temperature	0°C à - 55°C	0°C à - 55°C
GARANTIE CONSTRUCTEUR A FOURNIR	5 ans	5 ans

6.5. DESCRIPTION DES RÉGLETTES DOUBLES 120CM

DONNEES ELECTRIQUES	Spécifications techniques exigées	
	Double réglette 120Cm	
Marque	A préciser par le fournisseur	
Model		
Tension d'entrée	170-265V	
Type driver	IC	
Puissance(W)	36W	
Flux(lm)	3900lm	
CCT(K)	6500	
F.P.	≥0.9	
Ra(=IRC)	≥80	
Angle d'éclairage	120°	
Durée de vie (h)	75 000	
-Conforme à la norme : EN 60598-1 & NF EN 62560 - Indice de protection IP65		

6.6. DESCRIPTION DES RÉGLETTES UNIQUE 120CM

DONNEES ELECTRIQUES	Spécifications techniques exigées	
	Réglette 120Cm	
Marque	A préciser par le fournisseur	
Model		
Tension d'entrée	170-265V	
Type driver	IC	

Puissance(W)	18W
Flux(lm)	3900lm
CCT(K)	6500
F.P.	≥0.9
Ra(=IRC)	≥80
Angle d'éclairage	120°
Durée de vie (h)	75 000
-Conforme à la norme : EN 60598-1 & NF EN 62560 - Indice de protection IP65	

6.7. DESCRIPTION DES PRISES ETANCHES

DONNEES ELECTRIQUES	Spécifications techniques exigées	
	PRISE ETANCHE 2P+T	
Marque	A préciser par le fournisseur	
Model		
Section du câble	2.5mm2	
Socle de prise de courant	2P+T	
Courant et tension	16A-250V	
Protection	IP 55	
Protections contre les chocs	IK 07	
NF C 61-314	NM 06.6.090	NF EN 60529

6.8. DESCRIPTION DES INTERRUPTEURS

DONNEES ELECTRIQUES	Spécifications techniques exigées	
	INTERUPTEUR	
Marque	A préciser par le fournisseur	
Model		
Courant et tension	10A/250V	
Protections	IP55	
NF EN 60669-1/ NM 06.6.00		

6.9. DESCRIPTION DES BRASSEURS D'AIR (PLAFOND)

DONNEES ELECTRIQUES	Spécifications techniques exigées	
	BRASSEURS D'AIR	
Marque	A préciser par le fournisseur	
Model		
Alimentation	220-50hz	
Conception	3pales aérodynamiques	
Envergure (portée des pales)	56 pouces(1400mm)	
Puissance consommée	70W	

7. PROFIL DU PRESTATAIRE RECHERCHE

La participation à la concurrence est ouverte à toutes les entreprises spécialisées dans le domaine solaire ayant au moins 7 ans d'expérience avec les capacités techniques requises.

Elle doit avoir conduit au moins aux deux expériences similaires au cours des 3 dernières années (en fourniture et installation de matériel d'électrification solaire) dans les conditions climatiques proche de celles des zones d'exécution du présent marché, elle doit au moins disposer des ressources humaines et matérielles nécessaires à la conduite du marché.

L'entreprise proposera le personnel clé avec les profils suivants :

- Un e chef fe d'équipe, ingénieur e des travaux (BAC+3) en génie électrique, maintenance électrique ou un diplôme jugé équivalent avec une spécialité en énergie solaire. Le chef de chantier doit avoir minimum 5 ans d'expérience générale dans l'électrification des services publics et communautaires, en dimensionnement et l'installation de systèmes solaires, les compétences techniques requises incluent la connaissance des équipements spécifiques et la capacité à résoudre rapidement des problèmes techniques. La gestion de projet et la capacité à travailler en équipe sont également des compétences cruciales.
- Un technicien (BAC+2) en électricité bâtiment au moins 03 ans d'expérience générale dans l'électrification des bâtiments.

NB : Outre le personnel clé ci-dessus cité, l'entreprise mettra en place tout le personnel d'appui nécessaire, de sorte à réaliser les prestations dans les délais.

Tableau de qualification de l'équipe technique :

Poste	Nbre	Qualification requis	Expérience Professionnel	Nbre Minimum de projet similaire
Chef d'équipe/ chef de chantier	1	Un Ingénieur e des travaux (BAC + 3 ans) au moins en génie électrique, maintenance électrique ou un diplôme jugé équivalent avec une spécialité en énergie solaire.	05 ans d'expérience générale.	Avoir participé en tant que Chef fe d'équipe à au moins (02) projets en dimensionnement et l'installation de systèmes solaires, dont 1 mini centrale d'au moins 10kWc avec stockage) dans les 3 dernières années.
Un·e expert·e 2	1	Un technicien (BAC + 2 ans) au moins en électricité bâtiment ou tout diplôme jugé équivalent	03 ans d'expérience générale	Avoir au moins deux (02) expériences pratiques dans l'électrification des bâtiments dont 01 mini centrale d'au moins 10kWc avec stockage dans les 3 dernières années

8. DUREE DE LA MISSION

La durée totale d'exécution du marché est estimée à 60 jours de calendrier à compter de la réunion de cadrage.

Cette période inclut l'ensemble des activités nécessaires à la réalisation des travaux, notamment :

- La mobilisation des équipes et des ressources ;

- L'approvisionnement et la livraison des équipements ;
- Les travaux d'installation des systèmes solaires et des équipements électriques ;
- Les tests de fonctionnement et la mise en service des installations ;
- La formation des utilisateurs et la réception provisoire des travaux.

6 DOSSIER DE SELECTION

APTITUDE A EXERCER L'ACTIVITE PROFESSIONNELLE

1. INSCRIPTION OFFICIELLE

Le soumissionnaire doit prouver qu'il est officiellement inscrit sur le registre professionnel ou sur le registre du commerce pertinent de leur Etat membre d'établissement.

CAPACITES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES

2. TITRES D'ETUDES ET PROFESSIONNELS

- 2.1. Le soumissionnaire doit disposer du personnel suffisamment compétent pour pouvoir exécuter le marché convenablement. Le soumissionnaire joint à son offre un relevé reprenant le personnel qui sera mis en œuvre lors de la réalisation du marché. Dans ce document, le soumissionnaire mentionne les diplômes dont ce personnel est titulaire, ainsi que les qualifications professionnelles et l'expérience
- 2.2. En particulier, le soumissionnaire doit démontrer qu'il dispose de, ou qu'il est en mesure d'employer :

✓ Profil des experts principaux proposés

Le soumissionnaire doit disposer du personnel minimum requis suivant :

N°	Personnel clé	Qualification	Nombre d'expert	Nombre d'année d'expérience globale	Nombre de projets similaires au même poste
1.	Un·e chef·fe d'équipe	Licence (BAC + 3 ans) au moins en énergie solaire ou un diplôme jugé équivalent avec une spécialité en énergie solaire.	01	05 ans d'expérience générale	Avoir participé en tant que Chef fe d'équipe à au moins (02) projets en dimensionnement et l'installation de systèmes solaires, dont 1 mini centrale d'au moins 10kWc avec stockage) dans les 3 dernières années.
2.	Un·e expert·2	Un technicien (BAC + 2 ans) au moins en électricité bâtiment ou tout diplôme jugé équivalent.	01	03 ans d'expérience générale	Avoir au moins deux (02) expériences pratiques dans l'électrification des bâtiments dont 01 mini centrale d'au moins 10kWc avec stockage dans les 3 dernières années

Documents à joindre :

- La copie du diplôme et attestations de travail de chaque expert conformément au profil requis
- Le CV détaillé de chaque expert (**expert principal**) proposé reprenant les expériences et **projets similaires les plus pertinentes (maximum 3 pages)**. La non-conformité du CV de l'un de ces experts élimine l'offre.

NB : harmoniser les CV des membres de l'équipe (même format), CV de 3 pages maximum. Le CV doit permettre de connaître clairement le nombre d'expériences dans le domaine, les expériences pertinentes en rapport avec le domaine, les preuves claires des expériences de chaque personne.

NB : Seules les offres des soumissionnaires qui satisfont aux critères de sélection sont prises en considération pour participer à la comparaison des offres sur la base des critères d'attribution repris ci-dessous, dans la mesure où ces offres sont régulières

3. REFERENCES DE MARCHES SIMILAIRES EXECUTES

- 3.1. Le soumissionnaire doit disposer des références de fournitures similaires, qui ont été effectuées au cours des trois dernières années.
- 3.2. Le soumissionnaire joint à son offre une liste reprenant les fournitures similaires les plus importantes qui ont été effectuées au cours des trois dernières années, avec mention du montant et de la date et les destinataires publics ou privés.
- 3.3. Le soumissionnaire doit fournir au moins **2 (deux)** références validées.
- 3.4. La valeur totale des références acceptées doit être égale ou supérieure à une valeur minimale cumulée de **30.000.000** Francs CFA.

✓ Expériences de marchés similaires

Le soumissionnaire doit avoir exécuté au cours des **3 dernières années** qui précèdent la date limite de dépôt des offres, au moins **deux (02) marchés similaires** de fourniture et installation de matériel d'électrification solaire au profit d'entreprises privées, structures étatiques, ONG ou agences de développement. Le montant total minimum cumulé des marchés de nature et de complexité comparable au cours des 5 dernières années doit être au moins égal à **30.000.000 Francs CFA HTVA**. La valeur du marché similaire prime sur le nombre.

Documents à joindre:

- Une liste des références techniques reprenant les marchés similaires avec les montants y correspondant ;
- Pour chaque référence, joindre **les copies des contrats et copies des certificats de bonne exécution** (PV de réception provisoire et d'attestations de bonne fin ou Procès-verbaux de réception définitive pour les ouvrages achevés depuis) et tout document justificatif (contrats, factures, etc.) approuvé par l'entité qui a attribué le marché

4. SOUS-TRAITANCE

Le soumissionnaire doit fournir une indication de la part du marché que l'opérateur économique a éventuellement l'intention de sous-traiter.

7 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A REMETTRE

- (a) Identification du soumissionnaire (pour chaque participant lorsque l'offre est déposée par un groupement) (voir la clause 1 du chapitre 8 Formulaires) ;
- (b) La liste des sous-traitants (voir la clause 2 du chapitre 8 Formulaires) ;
- (c) Formulaire d'offre initiale – Prix (la clause 3 du chapitre 8 Formulaires) ;
- (d) La déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion (pour chaque participant lorsque l'offre est déposée par un groupement) (voir la clause 4 du chapitre 8 Formulaires) ;
- (e) Tous les documents demandés dans la 6 Dossier de sélection (voir la clause 14 du chapitre 3 Procédure) ;
- (f) Tous les documents demandés à la clause 16 du chapitre 3 Procédure (critères d'attribution) ;
- (g) Lorsqu'un opérateur économique souhaite recourir aux capacités d'autres entités (notamment des sous-traitants) en ce qui concerne les critères relatifs aux capacités techniques et professionnelles (voir la clause 14 du chapitre 3 Procédure et 6 Dossier de sélection), il apporte au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il disposera des moyens nécessaires, notamment en produisant l'engagement de ces entités à cet effet ;
- (h) Une déclaration de visite du site, signée par un représentant autorisé d'Enabel (voir la clause 4 du chapitre 3 Procédure) ;
- (i) Un détail des prix offerts, listant pour chaque poste les différents éléments inclus dedans ainsi que le taux de TVA applicable ;
- (j) Les statuts ainsi que tout autre document utile prouvant le mandat du (des) signataire(s) (pour chaque participant lorsque l'offre est déposée par un groupement) ;
- (k) Lorsque l'offre est déposée par un groupement d'opérateurs économiques, la convention d'association signée par chaque participant, indiquant clairement le ou la représentant-e de l'association.

Documents KYC (Know Your Counterparty) à joindre :

1.1. Enregistrement et statut juridique

Le soumissionnaire doit joindre à son offre une copie des documents originaux relatifs à son enregistrement et/ou son statut juridique, qui établissent son lieu d'enregistrement et/ou son siège statuaire (certificat de constitution ou d'enregistrement, etc.).

1.2. Attestation de régularité relative au paiement des cotisations sociales

Au plus tard avant l'attribution du marché, le soumissionnaire joindra à son offre une attestation⁹ récente de régularité avec ses obligations relatives au paiement des cotisations sociales selon les dispositions légales du pays où il est établi. Le soumissionnaire enregistré en Belgique joindra à son offre l'attestation portant sur le dernier trimestre civil écoulé avant la date limite de réception des demandes de des offres.

1.3. Attestation de régularité relative au paiement des impôts et taxes

Au plus tard avant l'attribution du marché, le soumissionnaire joindra à son offre une attestation⁹ récente de régularité avec ses obligations relatives au paiement des impôts et taxes selon les dispositions légales du pays où il est établi.

1.4. Extrait de casier judiciaire

Au plus tard avant l'attribution du marché, le soumissionnaire joindra à son offre l'extrait de casier judiciaire⁹ au nom du soumissionnaire (personne morale) ou de son représentant (personne physique) s'il n'existe pas de casier judiciaire pour les personnes morales (ex. Certificat de bonne conduite d'Interpol).

8 FORMULAIRES

1. FICHE D'IDENTIFICATION



Fiche d'identification personne physique

Cette fiche doit être complétée, signée et être accompagnée d'une photocopie lisible du document d'identité

Veuillez remplir le formulaire en LETTRES CAPITALES et en CARACTÈRES LATINS.

I. DONNEES PERSONNELLES	
NOM(S) DE FAMILLE <i>comme indiqué sur le document officiel</i>	
PRENOM(S) <i>comme indiqué sur le document officiel</i>	
DATE DE NAISSANCE <i>(JJ/MM/AAAA)</i>	
LIEU DE NAISSANCE <i>(ville, village)</i>	
TYPE DE DOCUMENT D'IDENTITE <i>(carte d'identité, passeport, permis de conduire, autre)</i>	
PAYS EMETTEUR	
NUMERO DU DOCUMENT D'IDENTITE	
ADRESSE (permanente) <i>Rue+ boîte postale Code postal Ville, Région/Province Pays</i>	
NUMERO DE TELEPHONE	
E-MAIL	
II. DONNEES COMMERCIALES	
VEUILLEZ PRECISER VOTRE STATUT :	☐ Indépendant dûment enregistré ☐ Indépendant non enregistré (sans formalisation officielle) ☐ Autre (préciser) :
NUMERO D'ENREGISTREMENT (si applicable)	
NUMERO DE TVA (si applicable)	
LIEU D'ENREGISTREMENT (si applicable)	
PAYS	
DATE <i>(JJ/MM/AAAA)</i>	SIGNATURE

Il est obligatoire de fournir cette fiche complétée, signée et accompagnée d'une copie des documents officiels (Statuts , registre(s) de commerce, extrait de la publication au journal officiel ou encore immatriculation à la TVA justifiant les données indiquées)

Veuillez remplir le formulaire en LETTRES CAPITALES et en CARACTÈRES LATINS.

ENTITÉ DE DROIT PRIVÉ/PUBLIC AYANT UNE FORME JURIDIQUE

NOM OFFICIEL <i>comme indiqué sur le document officiel</i>	
NOM COMMERCIAL <i>(si différent du nom officiel)</i>	
ABREVIATION <i>(si applicable)</i>	
FORME JURIDIQUE	
TYPE D'ORGANISATION <i>(biffer la mention inutile)</i>	- A BUT DE LUCRE - SANS BUT DE LUCRE - ONG
NUMERO DE REGISTRE PRINCIPAL	
NUMERO DE REGISTRE SECONDAIRE <i>(si applicable)</i>	
LIEU DE L'ENREGISTREMENT <i>Ville</i> <i>Pays</i>	
DATE DE L'ENREGISTREMENT <i>(JJ/MM/AAAA)</i>	
NUMERO DE TVA	
ADRESSE DU SIEGE SOCIAL <i>Rue+ boîte postale</i> <i>Code postal</i> <i>Ville, Région/Province</i> <i>Pays</i>	
NUMERO DE TELEPHONE	
E-MAIL	
DATE <i>(JJ/MM/AAAA)</i>	SIGNATURE DU REPRESENTANT AUTORISE

Fiche d'identification acteur public - entité publique

Il convient de fournir cette fiche complétée, signée et accompagnée d'une copie des documents officiels (résolution, loi, registre(s) de commerce, journal officiel, immatriculation à la tva...) justifiant les données indiquées.

Veuillez remplir le formulaire en LETTRES CAPITALES et en CARACTÈRES LATINS

NOM OFFICIEL <i>comme indiqué sur le document officiel</i>	
ABREVIATION <i>(si applicable)</i>	
FORME JURIDIQUE	
NUMERO DE REGISTRE PRINCIPAL	
NUMERO DE REGISTRE SECONDAIRE <i>(si applicable)</i>	
LIEU DE L'ENREGISTREMENT <i>Ville Pays</i>	
DATE DE L'ENREGISTREMENT <i>(JJ/MM/AAAA)</i>	
NUMERO DE TVA	
ADRESSE DU SIEGE SOCIAL <i>Rue+ boîte postale Code postal Ville, Région/Province Pays</i>	
NUMERO DE TELEPHONE	
E-MAIL	
DATE <i>(JJ/MM/AAAA)</i>	SIGNATURE DU REPRESENTANT AUTORISE

2. LISTE DES SOUS-TRAITANTS

Je (nous) déclare (déclarons) que la part du marché public devant faire l'objet d'une sous-traitance est celle indiquée ci-dessous.

Liste des sous-traitants dont il est prévu de faire appel pour l'exécution du marché				
Nom et forme juridique	Adresse / Siège social	Objet de la mission	LOT concerné (le cas échéant)	Autre entité au sens du paragraphe 1 ^{er} de l'article 73 de l'A.R. du 18 avril 2017 (OUI/NON)*

* Conformément à l'article 73 de l'A.R. du 18 avril 2017, si un opérateur économique souhaite recourir aux capacités d'autres entités (notamment des sous-traitants ou des filiales indépendantes) en ce qui concerne les critères relatifs à la capacité économique et financière et les critères relatifs aux capacités techniques et professionnelles, il apporte au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il disposera des moyens nécessaires, notamment en produisant l'engagement de ces entités à cet effet.

- 2.1. Tout changement de sous-traitant par rapport à ceux indiqués dans l'offre soumise devra être soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur avant toute intervention dans l'exécution du marché, notamment afin de vérifier que ce dernier dispose des capacités requises et ne fait l'objet d'aucun motif d'exclusion (art. 73 – l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ; art. 12-13 – arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics).

3. FORMULAIRE D'OFFRE - PRIX

Les prix de chacun des postes de l'inventaire sont établis en respectant la valeur relative de ces postes par rapport au montant total de l'offre. Tous les frais généraux et financiers, ainsi que le bénéfice, sont répartis sur les différents postes proportionnellement à l'importance de ceux-ci.

SITE DE NESSEMTENGA

N°	Désignation	Unité	Quantité	Prix Unitaire FCFA	Prix total FCFA
EQUIPEMENT SOLAIRE					
1	Panneau Solaire 585Wc	U	30		
2	Onduleur 6KVA	U	01		
3	Onduleur 2.5KVA/24V	U	06		
4	Batterie lithium de 10Kwh	U	02		
5	Coffret DC 1	U	01		
6	Coffret AC 1	U	01		
7	Batterie lithium de 5kwh	U	06		
8	Coffret DC 2	U	06		
9	Coffret AC 2	U	06		
10	Support des panneaux	FF	01		
EQUIPEMENT ELECTRIQUE					
11	Brasseurs d'air	U	42		
12	Interrupteurs étanches simple	U	25		
13	Interrupteurs va et vient	U	19		
14	Prises étanches	U	50		
15	Doubles Réglettes	U	12		
16	Réglettes lampes uniques	U	122		
17	Lampes t8-LED 220-18W	U	146		
18	Coupe batterie	U	07		
CABLERIE					
19	Câbles rigide 3x1.5mm	R	8		

20	Câbles rigide 3x2.5mm	R	2		
21	Câbles rigides 3x4mm	R	1		
22	Câbles terre 1x6mm	M	30		
23	Câble onduleur 1x35mm	M	04		
24	Câble solaire 1x6mm	M	300		
24	Eclairage public, all in one LED (lampadaire complet)	U	06		
26	Eclairage public (LED Tete uniquement)	U	01		
27	Accessoire solaire	FF	01		
MAIN D'OEUVRE ET GENIE CIVIL					
28	Révision de circuit/travaux	FF	01		
29	LOCAL TECHNIQUE 4m ²	FF	01		
TOTAL FCFA HTVA					
TVA 18%					
TOTAL FCFA TTC					

Fait à :

Date :

Par (Nom de l'entité) :

Représenté par (nom complet) :

Signature du représentant autorisé :

SITE DE DON SIN

N°	Désignation	Unité	Quantité	Prix Unitaire FCFA	Prix total FCFA
EQUIPEMENT SOLAIRE					
1	Panneau Solaire 550Wc	U	18		
2	Onduleur 8KVA	U	01		
3	Batterie lithium de 10Kwh	U	02		
4	Coffret DC	U	01		
5	Coffret AC	U	01		
6	Support Panneaux	FF	01		
7	Accessoires solaire	FF	01		
EQUIPEMENT ELECTRIQUE					
8	Double réglette étanche	U	08		
9	Réglette unique	U	32		
10	Lampes T8-LED 220v-18w	U	46		
11	Brasseurs d'air	U	35		
12	Interrupteurs étanches	U	13		
13	Prises étanches	U	14		
14	Coupe Batterie	U	01		
15	Accessoire électrique	FF	01		
16	Lampadaire solaire (all in one LED 200W complet)	U	06		
CABLERIE					
17	Câbles rigides 3x1.5mm	R	02		
18	Câbles rigides 3x2.5mm	R	06		
19	Câbles rigides 3x4mm	R	150		
20	Câbles terre 1x6mm	M	15		
21	Mise à la terre	FF	01		
22	Câble onduleur 1x35mm	M	04		

23	Câble solaire 1x6mm	M	150		
MAIN D'OEUVRE ET GENIE CIVIL					
24	Installation solaire/Correction des circuits électriques	FF	1		
25	LOCAL TECHNIQUE 4m ²	FF	1		
TOTAL FCFA HTVA					
TVA 18%					
TOTAL FCFA TTC					

Fait à :

Date :

Par (Nom de l'entité) :

Représenté par (nom complet) :

Signature du représentant autorisé :

4. DECLARATION SUR L'HONNEUR – MOTIFS D'EXCLUSION

Par la présente, je/nous, agissant en ma/notre qualité de représentant(s) légal(e)/légaux du soumissionnaire /bénéficiaire/partenaire/cocontractant cité ci-dessous, ci-après dénommé la “contrepartie”, déclare que/ déclarons que *:

**Veuillez cocher les cases correspondantes pour confirmer chaque situation*

- ☐ **la contrepartie ou l'un de ses dirigeants n'a fait l'objet d'aucune condamnation prononcée par une décision judiciaire ayant force de chose jugée pour l'une des infractions suivantes :**
 - a. participation à une organisation criminelle ;
 - b. corruption;
 - c. fraude;
 - d. infractions terroristes, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle infraction ;
 - e. blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme ;
 - f. travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains ;
 - g. occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal ;
 - h. la création de sociétés offshore.
- ☐ **la contrepartie satisfait à ses obligations relatives au paiement d'impôts, de taxes et de cotisations de sécurité sociale pour un montant de plus de 3.000 €, sauf si elle peut démontrer qu'elle détient à l'égard d'un pouvoir adjudicateur une ou plusieurs créances certaines, exigibles et libres de tout engagement envers des tiers, pour un montant au moins égal à celui pour lequel elle est en retard de paiement de dettes fiscales ou sociales.**
- ☐ **la contrepartie n'est pas en état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire, ou a fait l'aveu de sa faillite, ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou est dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ;**

la contrepartie n'a commis aucune faute professionnelle grave qui remet en cause son intégrité. Sont notamment considérées comme une faute professionnelle grave :

- a. une infraction à la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels;
- b. une infraction à la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption ;
- c. une infraction relative à une disposition d'ordre réglementaire de la législation locale applicable relative au harcèlement sexuel au travail ;
- d. le soumissionnaire s'est rendu gravement coupable de fausse déclaration ou faux documents en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection, ou a caché des informations ;
- e. Enabel dispose d'éléments suffisamment plausibles pour conclure que le soumissionnaire a commis des actes, conclu des conventions ou procédé à des ententes en vue de fausser la concurrence ;
- f. La présence du soumissionnaire sur une des listes d'exclusion Enabel en raison d'un tel acte/convention/entente est considérée comme élément suffisamment plausible.

En matière de conflit d'intérêts :

Veillez cocher la situation applicable

- ☐ la contrepartie ou un de ses dirigeants ne se trouve dans aucune situation actuelle ou potentielle de conflit d'intérêts et n'entretient de relation d'affaires ou familiale, réelle ou potentielle, et ne paraît pas raisonnablement comme telle, avec un membre du conseil d'administration d'Enabel ou d'un membre de son personnel, ou toute autre personne qui a été ou pourrait raisonnablement être directement ou indirectement impliquée dans (i) la préparation du dossier d'appel d'offres, d'appel à proposition ou de tout autre contrat, (ii) la procédure de sélection, ou (iii) l'exécution du marché, du subside ou du contrat.

ou

- ☐ la contrepartie informe Enabel de tout conflit d'intérêts réels, potentiels ou raisonnablement perçus, susceptible d'affecter, ou pouvant raisonnablement être perçu comme susceptible d'affecter, l'impartialité dans le cadre de la procédure de passation de marché, d'octroi d'un subside ou de tout autre contrat, y compris la procédure de sélection et l'exécution de ceux-ci..

→ Une description détaillée de tout conflit d'intérêts réel, potentiel ou raisonnablement perçu, incluant leur nature et les personnes impliquées, sera annexée à la présente déclaration.

- ☐ la contrepartie ne s'est rendue coupable d'aucune défaillance importante ou persistante constatée lors de l'exécution d'une obligation essentielle qui lui incombait dans le cadre d'un contrat antérieur passé avec un autre pouvoir public, lorsque ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable.
- ☐ la contrepartie atteste qu'aucune mesure restrictive n'a été prise à l'encontre de la contrepartie dans l'objectif de mettre fin aux violations de la paix et sécurité internationales comme le terrorisme, les violations des droits de l'homme, la déstabilisation des États souverains et la prolifération d'armes de destruction massive.
- ☐ la contrepartie ne figure pas sur une liste des sanctions financières de personnes, de groupes ou d'entités soumises par les Nations-Unies, l'Union européenne ou la Belgique .

Je m'engage/ Nous nous engageons à communiquer sans délai à Enabel tout changement de situation au regard des points qui précèdent, y compris en cas de toute mesure de sanction ou d'embargo adoptée par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la Belgique intervenu suite à notre signature de la présente Déclaration.

Done at:		Date:	
By (Name of entity):		Represented by (Full name)	
Signature of authorised representative:			